

ARTICLES, Novembre 2008

ECONOMIE

Michel Rocard : "La crise sonne le glas de l'ultralibéralisme"

LE MONDE | 01.11.08 | 13h28 • Mis à jour le 01.11.08 | 13h28

La crise résiste aux interventions étatiques. En verra-t-on un jour le bout ?

Pour le savoir, il faut d'abord poser le bon diagnostic. Or, ce qui frappe, c'est le silence de la science. Les grands économistes se taisent. Les politiques ne parlent que de finance. Et ils n'osent pas appeler un chat un chat. La vérité, c'est que planquer des créances pourries parmi d'autres, grâce à la titrisation, comme l'ont fait les banques, c'est du vol. Les précautions de vocabulaire sont malséantes. Nommer correctement les choses permet de bien appliquer la sanction. On reste trop révérencieux à l'égard de l'industrie de la finance et de l'industrie intellectuelle de la science financière. Des professeurs de maths enseignent à leurs étudiants comment faire des coups boursiers. Ce qu'ils font relève, sans qu'ils le sachent, du crime contre l'humanité.

L'hyper-sophistication de la finance, que vous dénoncez, n'a-t-elle pas permis, pendant des années, de soutenir la croissance mondiale ?

Je ne le crois pas. La montée en puissance des produits dérivés résulte d'une désorganisation de l'économie réelle, qui elle-même découle de la décision prise en 1971 par Richard Nixon et, déjà, Dick Cheney de décrocher le dollar de l'or. Le commerce qui, jusque-là travaillait à changes fixes, a été menacé par des changes flottants. Tout est devenu volatile, imprévisible. Il a fallu se couvrir, inventer les combines les plus tordues pour tenter de réguler la valeur des titres sur lesquels on travaille. Cela a donné les produits dérivés, des échanges d'option pour l'avenir sans échange de produits réels. A partir de là, l'économie a été plus abstraite. Tout s'est mis à reposer sur la confiance, tout est devenu plus fragile. On a eu une bulle sur l'immobilier, une autre sur le pétrole, qui ont crevé lorsque les prix du marché ont cessé d'augmenter régulièrement. Voilà comment l'appétissante finance mondiale fait supporter à l'ensemble de la société un taux de risque anormal.

Mais on ne peut pas revenir en arrière, l'étalon-or, c'est fini !

On peut, en revanche, réfléchir à un autre système. Le dollar est la monnaie mondiale, mais cela fait des dizaines d'années qu'il ne remplit plus son rôle de monnaie de réserve mondiale. Ce sont les fonds souverains et le pétrole qui jouent ce rôle, car la quasi-totalité des fonds souverains est à dominante pétrolière. Est-ce raisonnable ? Si la croissance repart, elle va pousser les cours du pétrole à la hausse, ce qui est très dangereux. Il vaudrait mieux laisser le pétrole hors du coup, s'obliger à des économies d'énergie et, pour ce faire, décider, par exemple, qu'on achète le pétrole avec la monnaie des quotas carbone inventés à Kyoto. Et, parallèlement, mettre en place un directoire monétaire à quatre ou cinq avec le dollar, l'euro, le yuan chinois, la roupie indienne, peut-être le yen. La stabilisation du système est à ce prix-là.

Quelle chance avez-vous d'être entendu ?

A ce jour, elle est faible. Il est plus prudent de viser des solutions plus consensuelles. Encore faut-il ne pas se tromper sur ce qui se passe. Aucun économiste n'a encore posé la vraie question : quel aurait été l'impact de cette crise financière si elle avait frappé une économie réelle bien portante ? Depuis une vingtaine d'années, les pays développés s'échinent, sans y parvenir, à retrouver la moitié de la croissance qu'ils ont connue durant les Trente Glorieuses, et un quart de leurs habitants sont fragilisés, parce qu'ils sont pauvres, chômeurs ou travailleurs précaires. Cette fragilisation est une gangrène. C'est elle qui fait que les citoyens votent n'importe quoi et n'ont plus confiance dans leurs dirigeants. On s'est mépris sur le non au référendum sur le traité constitutionnel européen. Ce n'était pas un refus de l'Europe. C'était un non à la dérégulation du marché du travail.

Où est la solution ?

On ne s'en sortira pas sans un meilleur partage des revenus, un meilleur équilibre entre salaires et profits. Henry Ford (1863-1947), qui a contribué à sauver le capitalisme notamment au moment de la crise de 1929, disait : *"Je paie mes salariés pour qu'ils achètent mes voitures."* Après la guerre, on a reconstruit le capitalisme autour de l'idée de fortes rémunérations. Aujourd'hui, la part des salaires et des prestations sociales a diminué d'une dizaine de points dans le produit intérieur brut. L'actionnaire se frotte les mains, mais le salarié est trop pauvre pour soutenir l'activité. C'est la raison pour laquelle cette crise est grave et risque d'être longue.

Pour en sortir, il faut d'abord être capable de produire un diagnostic partagé. On en est loin. En mai, nous avons adressé une lettre ouverte à Manuel Barroso, président de la Commission européenne, et à Nicolas Sarkozy, futur président de l'Union européenne. Cette lettre intitulée "La finance folle ne doit pas nous gouverner", cosignée par des sociaux-démocrates comme Jacques Delors, Helmut Schmidt, Lionel Jospin, et des libéraux comme Otto Graf Lambsdorff et Jacques Santer, réclamait la création d'un comité de crise européen, composé des dirigeants politiques, d'économistes renommés et d'experts financiers pour parvenir à ce diagnostic commun. Nous n'avons pas eu de réponse.

Depuis, la crise boursière est intervenue et des mesures ont été prises...

Après un faux départ, Nicolas Sarkozy a réussi à mobiliser intelligemment les pays d'Europe pour soigner l'aspect financier et bancaire de la crise. Il plaide aussi pour un gouvernement économique européen. Je l'approuve, mais il faudra des années pour obtenir un consensus et rendre cette instance opérationnelle. D'ici là, les gouvernements nationaux doivent s'entendre sur des mesures simples pour mieux réguler le système : limiter l'usage des produits dérivés, lutter contre les paradis fiscaux, revoir le fonctionnement des fonds de pension en les obligeant à avoir des comportements liés au long terme. Il faut convaincre l'actionnaire que la course au profit immédiat est destructrice. Elle menace l'appareil de production, précarise l'emploi et constitue un danger pour la démocratie.

C'est la fin du libéralisme ?

Pas du tout. Et en pleine crise, la gauche pourrait faire l'économie de ce genre de controverses. Historiquement, les libéraux - Adam Smith (1723-1790), Thomas Malthus (1766-1864), David Ricardo (1772-1823) notamment - étaient des moralistes, des gens qui avaient une pensée sociale visant à intégrer la liberté humaine dans l'organisation de la société. Pour aucun d'eux, la liberté n'était le droit de faire n'importe quoi, elle avait besoin d'être canalisée par des règles.

La crise actuelle ne remet pas en cause le libéralisme. En revanche, elle sonne le glas de l'ultralibéralisme, cette école de pensée criminelle fondée par Milton Friedman (1912-2006) qui voulait croire que l'équilibre du marché est optimal et que moins on a de règles, plus on a des chances d'arriver à l'"optimalité". Elle a imprégné la droite américaine et une partie de la droite européenne. Elle a heureusement épargné les chrétiens-démocrates allemands et la droite française, encore très gaulliste.

Quand vous entendez Nicolas Sarkozy réhabiliter l'Etat, annoncer la création d'un fonds stratégique d'investissement, vous saluez sa conversion à gauche ?

Nullement. Pour résoudre la crise, nous avons besoin de deux choses : du pragmatisme et des règles. Cela, la droite peut le faire. Mais la gauche pose dès l'abord la question de la redistribution des richesses, ce que Nicolas Sarkozy ne fait pas.

Au nom de ce pragmatisme, auriez-vous voté le plan de soutien bancaire de Nicolas Sarkozy ?

Naturellement, tout en disant qu'il ne résout pas les problèmes de fond. Je ne supporte pas l'opposition systématique. Les Français non plus.

La crise ne risque-t-elle pas d'avoir de graves conséquences sur les pays du Sud ?

La demande venant du Nord va être amputée et les pays du Sud vont gravement le ressentir. Il faudra accroître l'aide au développement, quantitativement et qualitativement. D'autant que la crise risque de porter les pays du Nord à se fermer encore un peu plus. Plus les temps sont durs, plus le chômage menace, plus le travail se précarise et plus la peur de l'autre s'accroît. Or la peur

est mauvaise conseillère. Le cas de l'Europe est exemplaire : il nous faudrait accueillir 2 ou 3 millions d'immigrés par an pour que, sur le long terme, nos populations restent stables et que nos retraites soient assurées. Tout le monde le sait. Mais cette nécessité ne suffit pas à convaincre.

"La France ne peut accueillir toute la misère du monde, mais elle doit savoir en prendre fidèlement sa part", disiez-vous en 1989. Et aujourd'hui ?

Nous essayons tous de contenir l'immigration venant des pays pauvres, qu'on ne peut quantitativement absorber. Le problème est de le faire avec décence et humanité. Et de s'en tenir à des critères clairs. Nicolas Sarkozy et Brice Hortefeux (*ministre de l'immigration*) disent vouloir une immigration de travail et affirment développer une politique respectueuse des droits de l'homme. Mais, sous couvert d'agir au "cas par cas", on se met à expulser sans discernement des travailleurs sans papiers mais intégrés. Il y a là un double langage malhonnête. D'autant plus que policiers et préfectures sont soumis à des quotas d'expulsion, ce qui les pousse à agir sans tenir compte d'aucun critère et produit des drames déshonorants pour un pays civilisé. Les sans-papiers qui ont un travail ont vocation à être régularisés. Nous sommes passés d'une politique nécessaire et dure à une politique inhumaine et scandaleuse.

Face à cela, la société civile n'a-t-elle pas un rôle de garde-fou à jouer ?

Si. Et à ce titre, il n'est pas admissible de vouloir dominer le pouvoir d'investigation et de contrôle des associations humanitaires. La tentative qui est faite de retirer à la Cimade la défense des étrangers en rétention pour confier cette mission à des associations dont l'expérience, la libre expertise et l'indépendance sont moins assurées est inquiétante pour les droits de l'homme. La Cimade a toujours agi avec esprit de responsabilité, elle ne s'est jamais permise de demander l'ouverture générale de toutes les frontières. Elle est dure lorsqu'elle observe des traitements dégradants. Premier ministre, j'y ai moi-même été confronté, mais nous étions chacun dans notre rôle et ses critiques m'ont été utiles pour éviter les dérives. Je crains que le souci du gouvernement actuel ne soit de diminuer l'opposition à ses mauvaises pratiques, ce qui ne ferait qu'aggraver le degré d'inhumanité de sa politique.

Propos recueillis par Françoise Fressoz et Laetitia Van Eeckhout

ECONOMIE / SOCIETE

Les Français face à la crise : inquiets, amers, mais pas surpris

LE MONDE | 01.11.08 | 13h44

Une douzaine de Français ont accepté de répondre à quelques questions sur la crise économique, ce qu'ils en comprennent, ou pas, et l'impact qu'elle a déjà, ou pas, sur leur quotidien. Première conclusion de ce vrai-faux sondage : qu'ils soient jeunes ou âgés, à l'aise financièrement ou dans la difficulté, ces interlocuteurs font preuve de sang-froid face à la tempête boursière. Pour l'heure, leur comportement ne se ressent pas, ou peu, des effets de la crise. En revanche, beaucoup d'entre eux rappellent qu'ils n'ont pas attendu ces dernières semaines pour "faire plus attention" à leur budget. Où l'on reparle souvent du passage à l'euro...

ALISSA KLISZOWSKI, 27 ANS, ASSISTANTE RÉALISATRICE

Alissa Kliszowski a l'impression d'être redevenue une étudiante. Cette assistante réalisatrice ne sait pas si cette baisse de son pouvoir d'achat est liée à la crise. Mais le sentiment anxieux qu'elle produit contribue à lui faire faire des sacrifices : "Depuis quelques mois, j'ai moins d'argent. Je m'interdis d'acheter des DVD et des CD, d'aller au resto, de sortir, je fais attention à toutes mes dépenses... comme quand je ne gagnais pas ma vie !" Elle n'a pas d'emprunt, mais elle sait que si elle devait en demander un à la banque, "soit elle ne me l'accorderait pas, soit elle me prêterait une somme insuffisante".

Pour cette intermittente du spectacle, les banquiers et les traders "savaient ce qu'ils faisaient". "Ce qui se passe, c'est le revers de la médaille, ils ont épuisé leur système. Ils sont allés trop loin, notamment avec tous ces revenus indécents." Et pour trouver des solutions, elle veut que "pour une fois, droite et gauche se réunissent et arrêtent leurs critiques stériles les uns envers les autres".

Et puis, même si la crise n'a pas encore d'impact sur l'industrie du cinéma, elle craint des conséquences à long terme. "Aujourd'hui, il n'y a pas de différence avec la situation de l'an dernier. Mais je crains qu'au final l'offre de films produits en France ne se tarisse, faute d'investisseurs, que l'on ne fasse que des grosses productions et que les petits films disparaissent."

LÉON GUESNON, 70 ANS, RETRAITÉ

Heureusement, il a son potager. Ses carottes, ses betteraves rouges. Tous ses légumes pour l'hiver. "Et même un stock de 100 kg de pommes." A Potigny (Calvados), Léon Guesnon passe autant de temps à jardiner qu'à suivre l'actualité. "Et beaucoup de Français dans le pétrin devraient faire comme moi !" Cet ancien mineur ne "pense pas être touché". Il n'a "que des petits placements" : un Livret A, une assurance-vie, un plan d'épargne populaire. Des endroits où il se dit que ses "billes sont garanties". Quant à sa maison mitoyenne, achetée en 1981, elle est "remboursée depuis longtemps".

Il consulte tous les jours sur Internet les résultats de la Bourse et les cours du pétrole. "Et là, c'est en dents de scie, il y a des envolées, des plongées... Dans quel monde on est, vers quel

monde on va ?" En 2007, il avait voté pour Nicolas Sarkozy. Mais depuis "son" paquet fiscal, "ce n'est plus mon président".

Avec la crise, le président de la République, pour lui, se comporte "comme un gamin". Veut "donner des leçons à tout le monde". Brasse "du vent". M. Guesnon n'a plus confiance. Pour lui, il faudrait "mettre un grand coup de torchon dans tout ça". L'important, ce sont les PME. C'est là, "à leur disposition", que "l'argent devrait être". Parce qu'elles sont le "poumon de la France".

DANIEL TEMPLON, 63 ANS, GALERISTE

Sa clientèle a ses habitudes en Bourse. Alors, la crise financière, Daniel Templon en a presque instantanément ressenti les effets dans sa galerie à Paris. C'était mi-septembre. "Le 15 exactement", jour de la faillite de la banque Lehman Brothers. "La première quinzaine avait été exceptionnelle, on avait vendu plus que tous les mois de septembre précédents." Et puis "d'un coup", sans aucun signe avant-coureur, "le ralentissement s'est fait sentir".

Le marché des oeuvres autour de "20 000 et 30 000 euros" serait sauf. Mais la baisse serait aiguë sur les oeuvres "autour de 100 000 euros". Les plus chères donc. Analyse de M. Templon : "Le désir d'acquérir est toujours là mais la décision d'achat est remise à plus tard." Pour preuve, cette brève discussion avec un client brésilien croisé à la Foire internationale d'art contemporain (FIAC) : "Il était très intéressé par une oeuvre, mais il m'a dit "il faut que j'interroge ma banque pour savoir si j'ai perdu 10, 20 ou 30 %".

Moins d'extras, plus de sobriété, prévoit-il seulement pour les prochains mois. "Comme beaucoup, on va maintenir les effectifs, mais il va falloir réduire notre train de vie." Economies sur les catalogues, la publicité. Les cris d'orfraie appelant "à la fin du capitalisme" ? Il en sourit. "Du baratin." "Il y a eu des excès et ces excès n'ont pas été contrôlés par ceux qui en avaient la charge." Il croit à une nouvelle régulation. Et "dans cinq ans, ça sera reparti comme avant".

GÉRALDINE EXERTIER, 29 ANS, ENSEIGNANTE

La crise, Géraldine Exertier veut y penser le moins possible. Elle travaille en Suisse, comme enseignante, son époux est employé chez un fabricant de cuisines, côté français. "On n'écoute presque plus les informations parce que ça nous démoralise", explique-t-elle. Son conjoint travaille dans un secteur exposé à la crise du bâtiment, mais elle relativise : "Il y en a déjà eu des crises. Et ça nous paraît loin."

Le couple a aussi un prêt à taux variable. Un prêt souscrit auprès d'une banque suisse pour acheter leur logement, près de Cruseilles (Haute-Savoie), à trente minutes de Genève. Depuis cinq ans, le taux a augmenté de 3 %, mais "ça reste beaucoup moins élevé qu'en France".

Pour son ménage, la crise aurait presque des avantages. Avec la hausse du franc suisse, le couple a gagné "environ 200 francs suisses de pouvoir d'achat".

BERNARD FAVRE, 82 ANS, RETRAITÉ

Ancien cadre dirigeant chez Schneider Electric, Bernard Favre est agacé. Moins pour lui que pour "ses héritiers". Mais lui qui "lit les cours de Bourse comme on suit la météo" se sent "trop vieux pour avoir de la rancoeur". Les grâces du système par répartition ont - "comme pour tout le monde" - préservé sa confortable retraite, qu'il partage entre Nice et Mexico. Mais l'épargne qu'il avait placée en Bourse a pris un coup. "Heureusement, je n'avais pas l'intention de m'en servir tout de suite."

Dans l'immédiat, rien n'a changé dans sa vie. Avec son épouse, il dit toutefois "limiter les extras". Même si c'est plus par réflexe que par nécessité. "Quand les choses vont bien et qu'on se sent riche, on est plus facilement dépensier." Contre "ces gens qui ont fait ça", il veut des sanctions : "On ne peut pas jouer avec l'argent des autres sans être puni. C'est comme si un notaire ou un agent du Trésor s'amusait à jouer à la roulette russe."

AMANJEET SINGH, 32 ANS, GÉRANT DE BAR

A force, il s'est dit qu'il fallait l'admettre. La crise est là. C'est sûr, elle "doit" être là. Sûrement. Parce que ses clients ne parlent que de ça. L'écran de télévision au-dessus du flipper aussi. Mais lui, Amanjeet Singh, 32 ans, pendjabi d'origine, ne la voit pas vraiment, la crise, là, de derrière son comptoir de bar-PMU, au Blanc-Mesnil. "C'est dans les têtes !" C'est "comme quand on répète à quelqu'un qu'il est fou, à force, il le devient". Ses recettes ont baissé de 20 %. "Mais c'est à cause de l'interdiction de fumer." Pas à cause de la crise, "non, non". Ses clients ne discutent que de cela, "mais ils consomment comme avant".

A force, toutefois, il s'est un peu laissé influencer. Il projetait de prendre une autre affaire, puis a renoncé : "Parce qu'il y en a qui disent que c'est le moment d'acheter, d'autres non." Il n'est pas inquiet. Ou si peu : "Si je l'étais vraiment, j'aurais vendu tout de suite." Si la crise risque d'arriver pour M. Singh, "c'est en 2009".

BERNARD ALLAMAN, 51 ANS, EXPERT AUTOMOBILE

Pour Bernard Allaman et sa PME d'expertise automobile (sept salariés), les conséquences de la crise financière sont douloureuses. Depuis le début de l'année, l'entreprise avait déjà accusé une baisse de 15 % d'activité. Mais M. Allaman a refait les comptes, et c'est 20 % de baisse supplémentaires. "C'est simple, d'ordinaire, je traite environ 500 à 550 dossiers par mois, là il en manque 100", explique-t-il. Ses principaux mandataires sont les compagnies d'assurances. Mais "les gens n'ont plus les moyens", ils déclarent moins leurs sinistres. Parfois même, "ils ne font plus réparer leur voiture du tout", se désole M. Allaman. Les assureurs, eux, lui réclament de "réduire ses honoraires".

Pour acheter les murs de son local, il y a quatre ans, M. Allaman a pris un emprunt à taux variable qui a augmenté de 2 %, depuis le début de l'année. Ses confrères licencient à tout-va. Il ne l'envisage pas encore. Mais il sait déjà qu'il va devoir retarder le renouvellement de ses

véhicules de service. Même chose pour son parc informatique, qu'il prévoyait de moderniser : "On espérait faire des économies de papier !"

Il est amer. Contre les Etats-Unis notamment. "On nous a toujours dit que c'étaient les meilleurs." Et lui, aujourd'hui, "Français lambda", doit "supporter leurs erreurs en pleine poire".

CATHERINE CELLIER, 55 ANS, ENSEIGNANTE

Au mot "crise", Catherine Cellier relie spontanément celui de "guerre". C'est une association d'idées, pas un pronostic. Dans l'immédiat, cette professeure de français du Val-de-Marne est "plus tolérante" envers ceux qui éprouvent des difficultés. "Avant, je ne m'apitoyais pas, je pensais que chacun pouvait se débrouiller." Aujourd'hui, elle rêve de solidarités nouvelles : "Les gens vont se réveiller, réagir, comprendre qu'ils peuvent se tenir les coudes, monter au créneau, par exemple avec une grève nationale bien tenue."

"Financièrement, dit-elle, je fais encore plus attention qu'avant car je ne gagne que 2 000 euros par mois alors que je suis célibataire avec un grand fils." Longtemps maître auxiliaire, titularisée par l'éducation nationale depuis trois ans seulement, comme remplaçante, elle se dit aussi inquiète. "Le travail est physiquement éprouvant, de plus en plus difficile. Ce qui me fait peur c'est de ne pas être capable de continuer assez longtemps pour avoir une retraite convenable."

KARIM MAALIOUN, 36 ANS, AVOCAT

Une aubaine. C'est comme ça que Karim Maalioun, avocat spécialisé en droit des sociétés et droit boursier, envisage la crise financière. "Il y a des opportunités à saisir. Il y a de nouveaux marchés à prendre, des réflexions de fond à mener pour investir ailleurs et autrement", explique-t-il. Notamment avec les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, avec qui il travaille et qui ne seront plus forcément "réputés à risques".

Selon lui, c'est tout un système qui a commis des excès. "Il y a eu des prises de risques inconsidérées et aveugles conjuguées à un défaut de régulation. Tout le monde a sa part de responsabilité, les banquiers, mais aussi les Etats qui n'ont jamais osé légiférer dans le sens de plus de contrôle." Pour autant, il garde confiance : "Je crois en la solidité du système bancaire et dans la restauration de la solidité du système de crédit." Si Karim Maalioun, inscrit au barreau de Paris, ne craint pas des conséquences directes pour lui et sa famille, c'est que les avocats d'affaires ne connaissent pas la crise. "Je n'ai pas de craintes à avoir : on a besoin des avocats d'affaires quand ça va bien, pour faire des fusions-acquisitions, et quand ça va mal, pour faire des restructurations."

DANIEL EVAIN, 44 ANS, AGRICULTEUR BIO

Ce maraîcher d'Ile-de-France n'est "pas du tout inquiet" pour son activité. "Parce que je produis du bio, je n'ai aucun souci pour écouler ma production", assure-t-il. Comme tous les agriculteurs bio, il a vu la demande excéder l'offre ces dernières années et il ne voit aucune

raison pour que ça change. "S'alimenter est une base et depuis quelque temps, les gens font plus attention à ce qu'ils mangent."

A ses yeux, le problème, c'est "le système", qui "met en valeur celui qui gagne le plus, comme les traders". "Mais si quelqu'un gagne beaucoup, c'est qu'il y a beaucoup de gens qui perdent." Une seule chose l'a frappée, ces dernières semaines : les banquiers insistent depuis peu pour rendre visite aux agriculteurs. "Ils savent qu'on vient de recevoir la prime agricole de l'Union européenne et que pour les maraîchers, les deux dernières récoltes ont été plutôt bonnes. Les banques ont besoin d'argent frais et elles se disent qu'on a des liquidités..." L'autre matin, il a "envoyé promener" le démarcheur qui s'était aventuré chez lui : "Ils n'ont pas à venir nous trouver uniquement parce qu'il y a un pactole à prendre !"

TRISTAN BEIL, 51 ANS, ANALYSTE-QUALITÉ CHEZ PEUGEOT

Debout "tous les matins à 6 heures", ce salarié du groupe PSA est actuellement au chômage technique. "C'est quand même pas sain d'être à la maison quand on devrait être au boulot", proteste-t-il du haut de ses trente-quatre ans d'ancienneté. Il perçoit son salaire, grâce à des samedis travaillés auparavant "quand il y avait de l'emploi" et inscrits sur un "compteur plus". Il est inquiet, "oui et non" : "Tôt ou tard, c'est sûr, on délocalisera."

Pour lui, sa femme aide-soignante et leurs trois enfants, la réduction de la consommation ne date pas de la crise financière. "Le pouvoir d'achat dégringole depuis le passage à l'euro, c'est clair." Ils se sont mis aux confitures, aux conserves de sauce tomate. Les sorties au restaurant sont "oubliées depuis longtemps" et ils n'étaient pas partis en vacances depuis sept ans avant un séjour "très reposant" cet été à Bitche (Moselle), payé grâce aux chèques-vacances.

Pour essayer de mieux comprendre les ressorts de l'économie, il a lu quelques livres, Jacques Marseille, Pascal Lainé. Il a même placé un peu d'argent, sur les conseils de son banquier. "Pour le moment, on a perdu un petit peu." Puisqu'il ne travaille pas en ce moment, il a entamé la lecture du livre posthume de Soeur Emmanuelle, comme elle, il a envie de dire : "Yallah." (Allons-y, en arabe).

JEAN-PIERRE, 60 ANS, AGENT IMMOBILIER

Il n'a pas voulu donner son nom, question de discrétion au moment où il veut céder son agence, dit-il. Il possède son agence immobilière dans l'Est parisien, où il exerce depuis trente ans, avec sa femme et un collaborateur. "Bien sûr, j'ai le temps de discuter... puisque je n'ai plus de clients !", ironise-t-il. Il n'a "pas fait de vente depuis plusieurs semaines", ce qui signifie qu'il n'a engrangé aucun revenu : "Heureusement, j'ai de l'argent de côté, j'ai acheté mon appartement en 1981 et cela fait longtemps que j'ai fini de rembourser mon crédit. Je ne suis pas à plaindre..."

La soixantaine alerte, il s'apprête à prendre sa retraite. "Je pourrai enfin visiter la tour Eiffel et Notre-Dame, faire de la musique..." La crise ? "On la sentait venir depuis dix-huit mois, voire

deux ans, mais les dirigeants politiques, l'Etat et les médias n'en parlaient pas. Aujourd'hui, on en parle trop et trop tard ! On a laissé les gens s'endetter sur trente ans pour acheter des logements trop chers, à 6 000 ou 7 000 euros le mètre carré, des prix intenable, juge-t-il. Les établissements de crédit ont prêté n'importe comment, mais les emprunteurs aussi ont abusé du crédit facile. Celui qui s'endette à 80 % sait qu'il va vers le surendettement. Tout le monde est responsable."

Pour lui, "si les causes de la crise sont obscures, ses conséquences sont claires, graves, profondes et touchent tout le monde". Premier coupable, à ses yeux, l'euro, avec un indice très personnel mais qui ne trompe pas : "Avant 2001, une partie de baby-foot coûtait 1 franc, puis le prix a grimpé à 50 centimes d'euros, soit trois fois plus cher."

Au fil de la conversation à laquelle s'est jointe son épouse, le couple admet que les divertissements sont inexistantes et les repas au restaurant exceptionnels. "Pour les courses, ça fait longtemps que l'on ne va plus chez les petits commerçants, trop chers. On va remplir le Caddie dans les supermarchés, on n'achète plus de viande rouge, qui est inabordable, sauf de temps en temps, pour notre fils de 14 ans qui mesure 1,90 m et mange comme quatre... En revanche, les vacances c'est sacré. On en a besoin."

EMMANUEL LANNELONGUE, 46 ANS, INGÉNIEUR CHEZ PEUGEOT

Pour l'heure, pas d'affolement chez cet ingénieur du groupe PSA. Emmanuel Lannelongue et sa famille (deux enfants) n'ont rien changé à leurs habitudes de vie. Seul impact jusque-là : ils sont dans une position "prudente" au moment de déménager de leur grand appartement du centre de Paris.

Ils ont fait "une proposition à la baisse" pour acquérir un autre logement. Ils partiront comme prévu aux sports d'hiver à Noël. Il se sent "privilegié" : "Je sais que j'ai de la chance."

Il n'est pas vraiment surpris par le malaise économique actuel, seulement par "son ampleur". Il pronostique "une énorme récession économique", mais il pense qu'il faudrait "arrêter de mettre le moral dans les pompes des gens" : "La Bourse, c'est devenu le casino, ce n'est plus un indicateur économique d'un pays !"

Le système échoue, dit-il, parce qu'il est "incapable de favoriser le travail qui a un objet plus éthique que simplement spéculatif. Il faut envisager un certain niveau de régulation, mais aujourd'hui, le mec qui régule au ministère des finances est beaucoup moins bien payé que le petit malin de 30 ans qui vient de trouver une astuce pour contourner le règlement".

Luc Cédelle, Eric Collier, Abel Mestre, Isabelle Rey-Lefebvre et Elise Vincent

ENVIRONNEMENT

L'Amérique testée sur le terrain de l'environnement

LE MONDE | 07.11.08 | WASHINGTON ENVOYÉ SPÉCIAL

Le programme de Barack Obama pour l'environnement est le plus audacieux qu'un candidat à la Maison Blanche ait jamais défendu, mais la situation économique va rendre sa mise en oeuvre difficile. Un des premiers tests de l'importance que le président élu et la majorité démocrate du Congrès donnent à ce sujet sera la part faite à la création d'emplois "verts" dans le plan de soutien à l'économie qui pourrait être adopté dès ce mois-ci.

Un autre test des intentions de la nouvelle équipe dirigeante sera la participation de représentants de M. Obama à la conférence des Nations unies qui doit se réunir à Poznan, en Pologne, en décembre. Le sénateur de l'Illinois a promis d'y envoyer sa propre délégation, à côté de celle de l'administration sortante. Cette présence aura une portée particulière, la conférence devant lancer les négociations sur un nouvel accord international de réduction des gaz à effet de serre après le protocole de Kyoto que les Etats-Unis n'ont pas ratifié.

Au soir de son élection, M. Obama a confirmé la priorité que représente pour lui l'environnement quand il a cité, dans cet ordre, les défis de sa présidence : *"Deux guerres, une planète en péril, la pire crise financière depuis un siècle."* Le président élu est soutenu depuis longtemps par le Sierra Club et par la League of Conservation Voters (LCV). Opposant les slogans démocrate et républicain qui ont marqué la campagne en matière d'environnement, la directrice politique du Sierra Club, Cathy Duvall, s'est réjouie que *"la nouvelle énergie pour l'Amérique"* ait battu le *"fore, chéri, fore !"* de Sarah Palin. Gene Karpinski, président de la LCV, s'est félicité de la défaite, le même jour, de sept des *"douze salopards"* stigmatisés par son mouvement ; des députés et sénateurs *"qui votaient constamment contre les énergies renouvelables"*.

Barack Obama considère son projet de développement d'une économie sobre en énergie, qui émettrait, en 2050, 20 % seulement des gaz à effet de serre produits en 1990, comme comparable au projet Apollo d'exploration de la Lune, lancé par John Kennedy au début des années 1960. Ambitieux, il a chiffré à 150 milliards de dollars sur dix ans son programme d'investissement sur les énergies renouvelables.

Les défenseurs de l'environnement, en ébullition depuis mardi 4 novembre, se demandent par quoi la future administration va commencer, quelle organisation elle va adopter et qui en seront les responsables. L'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) devrait devenir un ministère, dont la direction pourrait être confiée à la gouverneure du Kansas, Kathleen Sebelius, qui avait été citée comme possible candidate à la vice-présidence. Il est question aussi de Janet Napolitano, gouverneure de l'Arizona, ainsi que de responsables d'organismes compétents au niveau des Etats. Une autre hypothèse est la nomination, à la Maison Blanche, d'un "tsar" du réchauffement climatique qui aurait autorité sur l'EPA et sur le ministère de l'énergie.

La conjoncture économique étant ce qu'elle est, la priorité pourrait être donnée au développement des énergies renouvelables sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Du moins est-ce ce que souhaitent les milieux industriels, qui affirment ne pas pouvoir supporter une augmentation de leurs coûts dans les deux ans à venir.

BLOCAGE DE PROJETS DE FORAGE

Président de la commission de l'énergie du Sénat, Jeff Bingaman (démocrate) plaide pour des crédits d'impôt en faveur des énergies renouvelables et des quotas obligatoires d'électricité "propre". Selon le programme de M. Obama, 10 % de l'électricité produite en 2012 devrait provenir de sources d'énergies renouvelables, une proportion devant atteindre 25 % en 2025. Les écologistes espèrent que la nouvelle administration va enterrer l'idée - illusoire selon eux - de centrales au charbon "propres", objet de déclarations contradictoires pendant la campagne.

L'industrie automobile étant en piètre état, au point qu'un plan de sauvetage par la puissance publique est envisagé, le futur président pourrait en profiter pour imposer aux constructeurs des normes de consommation de carburant plus étroites et un développement plus actif des modèles hybrides et des moteurs utilisant l'éthanol.

Les spécialistes s'attendent à ce qu'il bloque les projets de forage pétrolier offshore, sur lesquels il s'était dit prêt à discuter, cet été, parce que les républicains en faisaient un élément de la négociation avec les démocrates, au Congrès, sur un ensemble de mesures concernant l'énergie. Le rapport de forces ayant changé, des concessions de ce genre seraient devenues inutiles.

Patrick Jarreau

Les Européens attendent aussi un signal fort

L'élection de M. Obama soulève beaucoup d'espoirs dans la communauté européenne. *"Cela signifie un vrai changement. Il est très proche d'Al Gore"*, a rappelé l'ex-présidente irlandaise Mary Robinson, pour qui cette proximité avec l'ancien vice-président des Etats-Unis et Prix Nobel de la paix pour son action de sensibilisation sur les effets du réchauffement, vaut engagement en faveur de l'environnement. *"Ce sera très important si les Américains donnent (à la conférence de l'ONU à Poznan, en décembre) le signal de leur volonté de s'asseoir à la table des négociations"*, a déclaré Margot Wallström, vice-présidente de la Commission européenne. De même, le responsable de la lutte contre le changement climatique aux Nations unies, Yvo de Boer, s'est déclaré *"très encouragé par les prises de position"* du sénateur de l'Illinois sur ces questions.

HISTOIRE

Des plans de construction originaux d'Auschwitz retrouvés à Berlin

LEMONDE.FR avec AFP | 08.11.08 |

Des plans de construction originaux du camp d'extermination nazi d'Auschwitz ont été retrouvés en vidant un appartement à Berlin, rapporte samedi 8 novembre le quotidien allemand *Bild*, qui reproduit, en pleine page, des fac-similés de plusieurs de ces documents.

Il s'agit au total de 28 plans à l'échelle 1/100e, datés entre 1941 et 1943 et estampillés "*Direction de la construction des Waffen-SS et de la police*", écrit le journal. Certains sont signés d'anciens hauts responsables SS, l'un comporte les initiales de leur grand chef Heinrich Himmler, précise Bild. Bild ne donne aucune précision sur le lieu, l'auteur et la date des ces trouvailles.

UNE "PREUVE AUTHENTIQUE"

Pour le directeur des archives fédérales allemandes à Berlin, Hans-Dieter Kreikamp, interrogé par le journal, "*c'est la preuve authentique du génocide systématiquement planifié des juifs d'Europe*". Certains documents reproduits évoquent la construction d'un "*camp de prisonniers de guerre*" à Auschwitz. Mais l'un représente clairement une chambre à gaz, intitulée comme telle ("*Gaskammer*"), de 11,66 m sur 11,20 m. Ce plan a été dessiné par le "*détenu N. 127*", le 8 novembre 1941, précise Bild. A cette date, des expérimentations du gaz Zyklon B étaient déjà en cours.

En janvier 1942, la conférence de Wannsee avait organisé la "*solution finale de la question juive*", c'est à dire l'extermination des juifs. Un autre fac-similé montre le plan du célèbre long bâtiment d'entrée du camp d'Auschwitz-Birkenau, où avaient lieu les exterminations dans des chambres à gaz et auquel la voie ferrée conduisait directement pour déverser ses chargements de victimes. Un plan montre également le premier crématorium. Cinq carrés y désignent les futurs fours crématoires. Le document annoté évoque la "*L.Keller*" pour "*Leichenkeller*", soit la "*cave à cadavres*", dont la longueur initiale prévue était de "*8 mètres*" mais pouvait être étendue "*selon les besoins*".

Plus d'un million de déportés, essentiellement des Juifs, ont péri au "*camp de la mort*" d'Auschwitz, situé en Pologne, près de Cracovie. Plus de 6 millions de juifs sont morts sous le nazisme, selon les estimations les plus restrictives. La libération d'Auschwitz le 27 janvier 1945 par les troupes soviétiques a permis de révéler au monde l'ampleur monstrueuse des crimes nazis.

ECONOMIE

Pascal Lamy : "Il faut une régulation contraignante"

LE MONDE | 08.11.08 |

Depuis le 4 novembre, Pascal Lamy est candidat à sa propre succession à la direction générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), afin de rendre le commerce international plus favorable au développement. Ce socialiste libéral plaide pour une régulation "dure" de la finance internationale, qui lui semble l'un des derniers "trous noirs" de la gouvernance mondiale.

L'élection de Barack Obama peut-elle modifier la gouvernance économique mondiale ?

Barack Obama a une vision d'un système international plus tourné vers les relations multilatérales et il est davantage préoccupé par le devenir des pays en développement que ses prédécesseurs. C'est une constante du Parti démocrate, particulièrement marquée chez lui, compte tenu de sa personnalité.

Sur la crise économique, il a aussi une boîte à outils idéologique plus opérationnelle. Il est moins gêné que les républicains pour réaliser des investissements publics pour la relance, notamment en finançant des infrastructures, tant dans l'énergie que dans l'environnement, sujets majeurs pour les Américains.

Pour le commerce international, n'oublions pas que les Etats-Unis sont nés d'une guerre douanière. C'est le Congrès qui contrôle la politique commerciale. Il ne fait que déléguer ses pouvoirs à l'exécutif. Dans un sens, pour le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les résultats de l'élection à la Chambre des représentants ou au Sénat sont plus importants que ceux de la présidentielle. Or la politique commerciale du Congrès a toujours été bipartisane.

Ce qui change avec le Parti démocrate, c'est son programme de réduction de l'insécurité sociale. Le sentiment que le commerce provoque cette insécurité est plus fort aux Etats-Unis, car leur filet de sécurité sociale est plus ténu qu'ailleurs. Comparé à leur revenu, il est même proportionnellement inférieur à celui des Brésiliens. A l'autre extrême du spectre, les Suédois, eux, sont très favorables à l'ouverture des échanges, parce qu'ils ont un système social qui leur permet de gérer le stress qu'elle génère. Si les démocrates appliquent leur programme social, cela peut rassurer les Américains et faciliter les négociations commerciales internationales. Encore faut-il qu'ils aient les moyens financiers de leurs ambitions. Quoi qu'il en soit, je crois qu'il serait erroné d'associer les républicains au libéralisme et les démocrates au protectionnisme.

Pourquoi avez-vous annoncé, le 4 novembre, que vous êtes candidat à votre propre succession ?

Je devais me prononcer avant début décembre, et la raison que j'avais de venir à l'OMC est toujours valable : rééquilibrer les règles du système commercial international pour le rendre plus favorable au développement. Dans les circonstances actuelles, et compte tenu des progrès réalisés, je considère qu'il vaut mieux opter pour la continuité.

Nous entrons dans une récession très sévère. Le commerce doit jouer son rôle d'amortisseur des tensions. Garder des échanges ouverts sera fondamental pour sortir de la crise. N'oublions pas que, après 1929, l'"effet domino" des mesures protectionnistes a débouché sur une crise économique mondiale et sur le pire conflit armé de l'Histoire. L'OMC est née de cette catastrophe. Depuis soixante ans, nous n'avons cessé d'améliorer notre mode d'intervention, notamment avec la création du mécanisme de règlement des différends. L'OMC, c'est l'ouverture des échanges dans un cadre régulé.

Quelle est votre analyse de la crise actuelle ?

Elle trouve son origine dans la contraction excessive d'une sphère financière dont la dilatation avait été excessive. Elle a touché dans un premier temps les pays développés, puis les pays émergents. Elle va aussi affecter les pays les plus pauvres. C'est une crise d'ampleur totalement inconnue, donc dont la durée est imprévisible. Tout dépendra de la qualité et de la coordination des politiques publiques mises en œuvre.

Que préconisez-vous ?

Je remarque qu'il y a des organisations mondiales pour le commerce, la santé, l'environnement, les télécommunications, l'alimentation. Il existe deux "trous noirs" dans la gouvernance mondiale : la finance, avec ses bulles qui éclatent, et les migrations, un secteur où il n'y a pas de bulle, mais des drames quotidiens.

Il faut donc une organisation mondiale de la finance ? Une "OMF" sur le modèle de l'OMC ?

Je crois que nous avons besoin d'une régulation internationale de la finance avec des règles contraignantes, et un mécanisme de surveillance et de sanctions. Un bovin malade ou un briquet dangereux ne franchissent pas les frontières ; un produit financier toxique le peut.

Il y a une décision à prendre : veut-on une simple coopération ou coordination que j'appellerai "molle" ou bien une régulation "dure", contraignante ? Pour le moment, il n'y a que des intervenants ad hoc, le Comité de Bâle, le G20, etc. Il n'y a pas d'engagement des Etats les uns vis-à-vis des autres qui les conduisent à accepter des disciplines, donc une diminution des marges de manoeuvre nationales.

Les termes du débat sont les mêmes depuis la création de la Société des nations (SDN) : veut-on une gouvernance internationale ? Comment l'organise-t-on ? Qui est chargé de la négocier et de la faire respecter ? Dans le domaine du commerce, la volonté politique existe depuis la crise

de 1929 ; la conviction est que l'ouverture maîtrisée des échanges est vertueuse ; on a construit une organisation technique au sein de laquelle les règles sont négociées et respectées.

Dans la finance, on n'en est qu'à la première étape. Il n'y a que quelques morceaux de régulation internationale. Pas de supranational, avec une autorité. Franchir le pas est un sujet politiquement sensible aux Etats-Unis, mais aussi dans les pays émergents, qui sont encore moins accoutumés à partager leur souveraineté. Pensez qu'il a fallu quinze ans pour que la Chine accepte que sept juges siégeant à Genève tranchent dans le cadre de l'OMC des litiges qui la concernaient et lui imposent leur décision. C'est une révolution idéologique.

Dans le domaine financier, il y a deux types d'instances internationales possibles : soit le Fonds monétaire international (FMI) et les ministres des finances, soit les banques centrales, les superviseurs et la Banque des règlements internationaux (BRI). Cela fait quinze ans que le débat oscille entre ces deux pôles.

Peut-on dire que les Européens sont pour une régulation "dure" et les Américains pour une coordination "douce" ?

Je vous trouve bien affirmatif concernant une éventuelle position commune des Européens, au demeurant nécessaire.

Dans la finance comme dans le commerce, il me paraît évident qu'on ne peut pas être à la fois souverainiste et en faveur de régulations globales qui, par définition, exigent des compromis. En matière commerciale, la mondialisation génère des tensions, mais le protectionnisme ne constitue pas une réponse : on ne peut pas vouloir exporter et refuser d'importer. Je comprends la dimension que j'appellerais "anthropolitique" du protectionnisme, mais c'est économiquement absurde.

Comment faire ?

Il faut mettre en place des systèmes de protection sociale. J'ai toujours considéré que les bénéfices de l'ouverture commerciale sont indiscutables, mais ils n'ont des effets positifs que si des politiques nationales ou internationales prennent le relais pour en tirer les conséquences. Cette crise met à l'épreuve la qualité des systèmes domestiques de solidarité. Il faut que ceux-ci s'articulent aux niveaux national, régional et aussi mondial. La violence du processus est comparable à celle de la révolution industrielle du XIX^e siècle qui a débouché sur des systèmes nationaux de protection sociale. Il nous faut aujourd'hui des systèmes de solidarité mondiaux.

Craignez-vous un retour du protectionnisme ?

C'est un danger réel, mais n'oublions pas que les pays asiatiques, les derniers à avoir connu une crise financière majeure en 1997, s'en sont sortis grâce à leurs exportations. Le commerce mondial est une police d'assurance.

La crise a déjà un impact sur le financement du commerce international. Depuis les Templiers, 90 % de celui-ci fonctionne avec du crédit court terme. Le 12 novembre, l'OMC organisera une réunion à ce sujet pour persuader la communauté financière de ne pas traiter le financement du commerce comme un crédit toxique. On risquerait de tuer le dynamisme des pays émergents qui seront, en 2009, les seuls à pouvoir tirer la croissance mondiale.

Propos recueillis par Alain Faujas et Frédéric Lemaître

CHRONOLOGIE

1947.

Pascal Lamy naît à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine).

1983.

Directeur adjoint du cabinet du premier ministre, Pierre Mauroy.

1985-1994.

Directeur de cabinet du président de la Commission européenne, Jacques Delors.

1999.

Directeur général du Crédit lyonnais.

1999-2004.

Commissaire européen chargé du commerce international.

2005.

Elu directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

4 NOVEMBRE 2008.

Candidat à un nouveau mandat de quatre ans à la tête de l'OMC.

ENVIRONNEMENT

ENVIRONNEMENT

Pollution et réchauffement, des défis à relever de pair

LE MONDE | 08.11.08 | STRASBOURG ENVOYÉE SPÉCIALE

La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique aura-t-elle, en améliorant la qualité de l'air, des effets bénéfiques pour la santé ? Oui, mais seulement si les deux politiques - lutte contre le réchauffement climatique et contre la pollution atmosphérique - sont pensées et menées conjointement. Dans le cas contraire, elles peuvent

avoir des effets contradictoires, parfois au détriment de la santé des populations. Tel est en substance le message des experts réunis au Parlement européen de Strasbourg, jeudi 6 et vendredi 7 novembre, pour un colloque consacré à l'intégration de ces problématiques.

"Les deux questions ont jusqu'à présent été étudiées séparément, à des époques différentes, par des communautés scientifiques différentes, dans des cadres institutionnels différents", constate Jean-Marie Rambaud, vice-président de l'Association pour la prévention de la pollution atmosphérique (APPA), organisatrice de la réunion. *"Nous avons besoin d'une approche globale, il n'y a qu'une seule atmosphère",* a plaidé Roy Harrison, spécialiste de la santé environnementale à l'université de Birmingham (Grande-Bretagne).

Les deux types de pollution sont en effet étroitement liés. Elles proviennent à peu près des mêmes sources, à savoir la combustion de carburants fossiles, la production industrielle et la production agricole. De plus, les deux phénomènes interagissent. L'ozone, qui est un polluant nocif pour la santé, contribue à l'effet de serre, et les particules ont un impact sur le climat. Réciproquement, l'augmentation des températures accélère les réactions chimiques dans l'atmosphère et aggrave la pollution. Ces interactions sont encore trop peu étudiées, selon les participants.

Les avantages attendus d'une meilleure intégration des politiques sont de plusieurs ordres. Le bénéfice pourrait être économique et politique. L'objectif de réduire de 20 % les émissions de CO₂ d'ici à 2020 en Europe contribuera à minorer les particules de 12 %, les oxydes d'azote de 15 %, et le dioxyde de soufre de 40 %, a expliqué Markus Amann au nom de l'International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA). Le bénéfice économique lié aux maladies ainsi évitées pourrait atteindre 20 milliards d'euros par an. *"Ce gain substantiel n'est jamais pris en compte dans les analyses des coûts et des bénéfices des politiques de lutte contre le changement climatique",* regrette le chercheur. La mise en avant de ces bénéfices sur la santé pourrait aider à légitimer la lutte contre le changement climatique, surtout dans les pays en développement, où la pollution atmosphérique est perçue comme un enjeu majeur, à l'instar de la Chine.

Une élaboration conjointe permettrait surtout d'éviter les contradictions. Le chauffage au bois, par exemple, est une source d'énergie renouvelable promue dans le cadre de la lutte contre les émissions de CO₂, mais aussi un gros émetteur de particules. *"Nous avons vu arriver une nouvelle source de pollution dans nos villes",* a relaté Ed Dearly, de l'association britannique Environmental Protection UK. *Si le chauffage au bois remplace des centrales à charbon en milieu rural, où la pollution atmosphérique est limitée, c'est positif. S'il remplace du chauffage au gaz naturel, moins polluant, dans les villes, c'est négatif."*

Autre exemple : l'encouragement donné en France, par le bonus-malus, aux véhicules diesel, moins consommateurs de carburant donc moins émetteurs de CO₂, mais eux aussi émetteurs de particules. Or l'installation de filtres à particules n'est pas obligatoire en Europe. Et la présence du filtre augmente la consommation du véhicule, annulant une partie de l'effet recherché.

VISION D'ENSEMBLE

Une vision d'ensemble inciterait à privilégier les mesures efficaces sur tous les tableaux : économies d'énergie, efficacité énergétique, développement des énergies solaires et éoliennes, choix du rail et des transports en commun au détriment de la route, etc. Elle permettrait, en outre, d'anticiper les effets d'interactions inattendues. Les émissions de particules, par exemple, semblent avoir retardé les effets du réchauffement climatique en réfléchissant le rayonnement solaire. Leur diminution dans l'atmosphère risque donc d'accélérer le phénomène. *"Cela ne veut pas dire qu'il faut arrêter de lutter contre la pollution atmosphérique, relève M. Amann, mais qu'il faut faire encore plus, et plus vite, contre les émissions de gaz à effet de serre."*

Gaëlle Dupont

DEUX TYPES DE POLLUANTS

PRINCIPAUX POLLUANTS ATMOSPHERIQUES :

les particules (PM), les oxydes d'azote (NOx), les composés organiques volatils (COV), le monoxyde de carbone (CO), le dioxyde de soufre (SO₂),

et l'ozone (O₃). Ils sont responsables de maladies respiratoires et cardio-vasculaires et, pour certains, de cancers. Les émissions de particules sont responsables, à elles seules, de 350 000 décès anticipés chaque année en Europe.

PRINCIPAUX GAZ À EFFET DE SERRE :

le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O),

l'ozone (O₃) et certains gaz fluorés.

ENVIRONNEMENT

Un expert du climat appelle à "un sursaut de l'homme"

LE MONDE | 11.11.08 | 15h36 • Mis à jour le 11.11.08 | 16h09

Né en 1932 à Besançon, père de la glaciologie moderne, Claude Lorius doit recevoir, mercredi 12 novembre, à Tokyo, le prix Blue Planet, l'une des plus prestigieuses récompenses internationales dans le domaine de l'environnement. En 1987, avec Jean Jouzel et Dominique Raynaud, il a été le premier à exploiter la présence de CO₂ dans les carottes de glaces polaires pour établir un lien expérimental entre changements climatiques et concentrations des gaz à effet de serre.

Un peu plus de vingt ans après vos travaux publiés en 1987 dans la revue Nature, tout le monde se pose la question : est-ce réversible ?

Honnêtement, je suis très pessimiste... Sur les CFC (*chlorofluorocarbures*), on voit bien que l'arrêt de leur utilisation a permis de réduire le trou dans la couche d'ozone, mais en ce qui concerne la crise climatique, on sait que même si on stabilisait aujourd'hui les émissions de CO₂, ce gaz à effet de serre ne disparaîtrait pas pour autant. Il est là pour un moment...

Il est difficile de dire si on a dépassé les limites, mais il est évident qu'on va subir un réchauffement : on prévoit d'ici la fin du siècle un bond climatique qui pourrait être équivalent à celui que la planète a franchi en dix mille ans pour passer de l'âge glaciaire à l'holocène ! Et je ne vois pas que l'homme ait actuellement les moyens d'inverser la tendance.

Poussant jusqu'au bout la logique d'un dérèglement du climat, certains évoquent aujourd'hui le retour d'une ère glaciaire. Est-ce envisageable ?

Dans un certain nombre de milliers d'années... Aujourd'hui, c'est totalement hors de propos ! Les périodes de réchauffement et de glaciation montrent des cycles de 100 000 ans, dus à la trajectoire de la Terre autour du Soleil en suivant une ellipse qui s'altère très légèrement, mais suffisamment pour modifier le climat sur ces très longs termes. Ce qui est nouveau, et que nous avons montré avec l'analyse des bulles d'air emprisonnées dans la glace, c'est que désormais l'homme, en multipliant les gaz à effet de serre, a accéléré un cycle de réchauffement sur un très court terme.

Rapide, irréversible... Cela ressemble tout de même à un scénario catastrophe.

Je ne crois pas que l'homme va disparaître. Les paysages vont changer, les glaciers vont fondre : la liste des impacts est impressionnante parce que, sur cette question, tout est interdépendant... Ainsi, si le permafrost - ce couvercle de glace qui recouvre les sols arctiques - fond, il va libérer du méthane qui, en retour, va accentuer l'effet de serre et aider ainsi à la fonte des glaces. Et plus la surface de celles-ci diminue, plus leur pouvoir réfléchissant disparaît, amplifiant encore le réchauffement...

C'est sûr, nous aurons des catastrophes, des cataclysmes, des guerres. Les inondations, les sécheresses, les famines s'amplifieront, mais l'homme sera toujours là. Ce que nous devons comprendre, c'est que nous entrons dans une nouvelle ère, l'anthropocène, où pour la première fois dans l'histoire de la Terre, l'homme gouverne l'environnement. Il est la première cause des menaces et modifications qui pèsent sur la planète : à lui de savoir ce qu'il veut en faire et comment il va se comporter avec elle.

Une nouvelle ère ?

L'idée n'est pas de moi, mais elle est essentielle dans la compréhension des évolutions du monde dans lequel nous vivons. C'est le Prix Nobel de chimie Paul Crutzen, qui - le premier - a

associé le début de l'anthropocène à l'augmentation des concentrations en CO₂ telle que l'a montrée l'analyse des glaces. Mais cet impact humain ne concerne pas seulement le climat. L'occupation des sols, l'utilisation des ressources, la gestion de nos déchets sont autant d'agressions à la planète qui relèvent de l'homme et le menacent.

Pour le réchauffement climatique, la question de l'énergie est le levier essentiel. Au XX^e siècle, alors que la population était multipliée par quatre, la consommation d'énergie dont dépendent les émissions de gaz carbonique était multipliée par 40 ! Certains affirment aujourd'hui que la courbe d'augmentation de la population va se calmer. Sans doute. Mais la courbe de la consommation d'énergie, elle, n'a aucune raison de plonger !

Si l'homme est responsable, gardien de cette Terre, quels moyens a-t-il de la sauver ?

Pour le coup, ce n'est pas mon domaine de compétence... Je ne sais pas. Et c'est là que réside mon pessimisme : je ne vois pas comment on va s'en sortir. Le problème majeur est la question de l'énergie. Il faut arriver sur ce plan à une gouvernance internationale, mais ce n'est pas possible actuellement, ou en tout cas je ne vois pas comment... Regardez le Grenelle de l'environnement ! C'était un bel effort, mais au final, il n'y a pas l'argent suffisant pour mener une politique efficace à court terme... La moindre velléité de mettre une taxe sur les 4x4 rend les politiques fébriles de devenir impopulaires... et ce n'est pas en habillant Total en vert qu'on va changer quoi que ce soit.

N'existe-t-il pas de possibilité d'un nouvel ordre économique basé sur le développement durable ?

Le développement durable est une notion à laquelle je ne crois plus. On ne peut pas maîtriser le développement. Et pour être durable, il faudrait être à l'état d'équilibre, or cet équilibre n'existe pas. C'est un terme trompeur. Avant, j'étais alarmé, mais j'étais optimiste, actif, positiviste. Je pensais que les économistes, les politiques, les citoyens pouvaient changer les choses. J'étais confiant dans notre capacité à trouver une solution. Aujourd'hui, je ne le suis plus... sauf à espérer un sursaut inattendu de l'homme.

Propos recueillis par Laurent Carpentier

Vers un traité international pour la protection de l'Arctique

La présidence française de l'Union européenne a lancé un appel, lundi 10 novembre, à Monaco, pour un renforcement de la coopération scientifique internationale dans l'Arctique, un premier pas vers une protection de cette région. *"Il faut qu'il y ait un système de recherche unifié"*, a indiqué Jean-Louis Borloo, le ministre de l'écologie, lors d'une conférence internationale organisée conjointement avec la principauté monégasque.

L'Arctique fait l'objet de nombreux programmes mais *"ces recherches ne sont pas coordonnées"*, a souligné le ministre. *"Il n'est pas imaginable qu'il y ait des données*

scientifiques connues et non partagées, a-t-il estimé. Nous allons mettre les moyens nécessaires pour qu'il y ait ce réseau mondial d'informations."

Les scientifiques espèrent que ce soutien politique pourra donner un nouvel élan à la recherche au-delà de l'Année polaire internationale, qui s'achève en mars. Contrairement à l'Antarctique, l'Arctique n'est pas protégée par un traité international. Le Parlement européen s'est prononcé en octobre pour l'adoption d'un tel texte. - **(AFP.)**

ECONOMIE

Les pays industrialisés confrontés à la récession et à une hausse du chômage

LE MONDE | 13.11.08 |

Les prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) publiées jeudi 13 novembre sont sombres, car les économies des pays membres *"sont entrées en récession et le chômage est en train d'y augmenter"*.

Après une croissance médiocre de +1,4 % en 2008 dans l'ensemble de l'OCDE, l'année 2009 confirmera une récession de - 0,3 %. Les Etats-Unis et la zone euro connaîtront quatre trimestres de recul jusqu'en juillet 2009. Les premiers régresseront de - 0,9 % en 2009, et la seconde de - 0,5 %. Le Japon ne reculera, lui, que de - 0,1 %.

Les raisons de cette dépression sont connues : la crise financière partie des Etats-Unis a gagné l'Europe et le Japon, mais aussi les pays émergents. La perte de confiance entre les banques a provoqué une crise de liquidités qui a affecté l'économie réelle.

"La panique financière sera courte, commente Jonathan Coppel, économiste à l'OCDE, et nous estimons qu'elle prendra fin en décembre 2008. Le retour à la normalité sera progressif tout au long de l'année prochaine, et ce n'est qu'à partir de la deuxième moitié de 2010 que les économies retrouveront leur potentiel de croissance." Par exemple, ce n'est qu'au deuxième trimestre 2010 que les Etats-Unis connaîtront à nouveau une croissance de 2,1%, et la zone euro une croissance de 1,7%.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'OCDE prédise une nette poussée du taux de chômage. De 2008 à 2010, celui-ci passera de 5,7 % à 7,5 % de la population active aux Etats-Unis, de 4,1 % à 4,4 % au Japon et de 7,4 % à 9 % en zone euro. Malheureusement, la reprise ne se traduira pas immédiatement par une amélioration du marché du travail, notamment en zone euro, où le taux de chômage se maintiendra longtemps à 9 %.

UNE INFLATION À MOINS DE 2%

Le rapport de l'OCDE note que, face à ce violent retournement économique, *"un stimulus macroéconomique est nécessaire"*, parce que les politiques monétaires ne fonctionnent plus, en raison de taux déjà extrêmement bas. Des baisses d'impôts lui semblent appropriées, à condition qu'elles ne remettent pas en cause la stabilité budgétaire à long terme.

Le rapport souligne la nécessité d'une coopération internationale, afin que les nombreuses aides qui seront distribuées pour soutenir des secteurs ou relancer l'économie ne fassent pas la concurrence.

La purge du secteur immobilier se poursuivra dans tous les pays, avec une baisse prononcée des prix. Il n'y a que sur le front de l'inflation que les nouvelles sont bonnes à courte échéance. La surchauffe (+4,4 % aux Etats-Unis au troisième trimestre 2008) est finie. Au cours des six prochains mois, les prix vont retrouver une progression inférieure à 2 % dans toutes les économies industrialisées, sous l'effet d'une baisse impressionnante des prix des matières premières, au premier rang desquelles le pétrole.

L'OCDE note que cet apaisement contribuera à redonner aux ménages le complément de pouvoir d'achat dont ils ont besoin pour faire face à une récession dont ils font déjà les frais.

SOCIETE

Les familles monoparentales, premières à solliciter l'aide du Secours catholique

LEMONDE.FR avec AFP | 13.11.08 |

Confirmant les résultats d'une récente étude de l'Insee qui constatait que les familles monoparentales étaient plus exposées à la pauvreté, le rapport annuel du Secours catholique, publié jeudi 13 novembre, note que 60 % des familles *"rencontrées"* en 2007 par l'association sont monoparentales, une proportion qui n'a cessé d'augmenter au cours des dix dernières années. En 1997, l'association était en effet sollicitée par autant de couples que de familles monoparentales, mais en 2002, ces dernières représentaient 56 % du total.

"44 % des situations rencontrées sont ainsi des femmes seules, avec ou sans enfant ; 30 % sont des hommes seuls le plus souvent sans enfant et 26 % sont des couples, avec ou sans enfant." La proportion d'hommes seuls sans enfants ne varie pas (26,6 %), mais la part des pères seuls progresse régulièrement et atteint 3,4 % en 2007. En revanche, celle des femmes seules et sans enfants progresse, pour dépasser 17 % en 2007, note le rapport, issu d'une enquête des délégations départementales auprès de plusieurs dizaines de milliers de familles.

La grande majorité (67 %) des enfants de 6 à 17 ans accueillis par l'association vit dans une famille monoparentale alors que les plus jeunes (moins de 3 ans) sont plus nombreux au sein des couples. Les familles monoparentales ont un moindre accès à l'emploi, constate l'association : parmi les couples dont le plus jeune enfant a moins de 3 ans, 27,5 % des chefs de familles en couple ont accès à l'emploi, contre 9,2 % pour les familles monoparentales.

Par ailleurs, les 50-59 ans sont de plus en plus nombreux à demander l'aide du Secours catholique : de 19,5 % en 2002, cette catégorie d'âge est passée à 24,1 % en 2007. Cependant, prévient François Soulage, président du Secours catholique, "ce rapport a un temps de retard. On voit arriver, depuis le début de la crise en septembre, des jeunes qui étaient en intérim ou en CDD de trois mois".

POLITIQUE

"Le contexte actuel est propice à l'ultra-gauche"

LEMONDE.FR | 13.11.08 |

Isabelle Sommier est directrice du Centre de recherches en sciences politiques de la Sorbonne et auteur notamment de *La Violence révolutionnaire*.

Quelle est la différence entre l'ultra-gauche et l'extrême gauche ?

L'ultra-gauche est à la gauche de l'extrême gauche, pour qui elle a une certaine aversion. Elle la considère trop polarisée et instrumentalisée, et voit ses membres comme de faux révolutionnaires. Cette aversion est d'ailleurs mutuelle. La grande différence entre les deux est d'ordre organisationnelle. L'ultra-gauche refuse d'adopter des modèles d'organisation verticaux, au profit de nébuleuses et de groupes d'amis qui ont une très forte dimension antiautoritaire. Et d'un point de vue théorique, l'ultra-gauche s'est nourrie des différentes mouvances de contestation du marxisme-léninisme.

L'ultra-gauche séduit-elle plus qu'avant ?

Il y a une ferveur nouvelle des thèses anarchistes et autonomes qui s'explique par le déclin du maoïsme et du communisme ainsi que par une certaine institutionnalisation de l'extrême gauche. Le contexte économique, social et culturel difficile est par ailleurs propice à l'émergence de ce genre de mouvance. Elle s'est développée en France à la suite des mouvements anti-CPE en 2006. On retrouve ses membres dans le mouvement contre les centres de rétention et lors des manifestations en marge des G8 notamment. Mais cela ne représente que quelques centaines de personnes.

Quel rapport entretiennent les militants d'ultra-gauche avec la violence ?

Ce sont des individus qui se considèrent révolutionnaires, mais qui ne nourrissent plus l'idée d'une révolution par l'attaque du pouvoir central mais plutôt par une stratégie de harcèlement. C'est ce qu'ils appellent la "réappropriation des biens". Le saccage de vitrines ou les vols de marchandises en sont des exemples. La technique de sabotage est une tradition de l'ultra-gauche. La violence peut être légitimée dans certaines de ses mouvances, mais uniquement contre les biens. Pour le moment, on n'a pas de légitimation de la violence contre les personnes et ce à la différence des années 1980, avec des groupes comme Action directe.

L'un des leaders présumés vivait dans une communauté en Corrèze. Est-ce fréquent ?

Il y a une nouvelle tendance, certes très minoritaire, de retour aux communautés. Très peu ont survécu à 1968 telles qu'elles existaient dans l'après-68. Ce n'est pas propre à l'ultra-gauche. On trouve également des écologistes environnementalistes. Il y a un souci d'être entre soi et d'expérimenter des modes de vie qui préfigureraient une autre société. Certains espèrent peut-être que ces expériences fassent tache d'huile.

Propos recueillis par Karine Lambin

MEDIA

TF1, l'empire ébranlé

LE MONDE | 15.11.08 |

Martin Bouygues a passé une tête dans le bureau de Nonce Paolini, au 14^e étage de TF1. Dans l'atmosphère feutrée du saint des saints de la chaîne – moquette beige, coursive en acier – les deux hommes sont en bras de chemise. Martin Bouygues affiche cette éternelle allure débonnaire qui est son meilleur rempart. Paolini, regard flou de myope et sourire aimable, a réclamé un Coca light pour tenir jusqu'au soir. Ils sortent, ce jeudi 13 novembre, d'un conseil d'administration de deux heures devant lequel ils ont revu à la baisse pour 2008 tous les objectifs, notamment publicitaires, du groupe. Crise économique. Tourmente boursière mondiale qui chahute le titre. Concurrence accrue. Baisse des audiences. *"On travaille sous la mitraille, mais il n'y a aucune raison de perdre son sang-froid"*, sourit bravement Paolini.

Tout à l'heure, le PDG du premier groupe audiovisuel français descendra jusqu'à l'auditorium, où le patron de la rédaction Jean-Claude Dassier s'échine déjà, devant un buffet de petits fours, à rassurer une centaine de journalistes, cameramen et techniciens inquiets. Il était temps. Depuis deux mois, les résultats médiocres du nouveau journal de 20 heures agissent comme un poison sur le moral des troupes sans que la direction n'en ait dit jusque-là un mot en interne.

Dans son bureau aux stores toujours baissés, Laurence Ferrari rédige les lancements de son journal. Il y a quelques jours, "Bouygues et Nonce", pour tenter d'alléger la pression qui pèse sur les épaules de la jeune femme, lui ont chacun fait leurs recommandations : *"Cessez de lire tout ce que les journaux racontent !"*, *"Arrêtez de regarder les courbes d'audience !"*

La belle affaire... Tout TF1 les regarde. Elles ne sont plus depuis des années affichées dans les ascenseurs, comme aux époques fastes. Mais chaque matin, le nouveau chiffre de part de marché se répand instantanément à tous les étages : sous l'effet de la concurrence des 12 nouvelles chaînes, la télévision numérique terrestre notamment, la part d'audience de TF1 est tombée, selon Médiamétrie, à 26,2 % en octobre alors qu'elle était de 31,8 % un an plus tôt. Sur la semaine du 3 au 9 novembre, elle a encore baissé, à 25,6 %.

Bien sûr, le groupe reste leader en France et en Europe. Même en baisse, ses audiences se maintiennent au-dessus de celles de France 2. TF1 espère aussi bénéficier du report de recettes publicitaires qui échapperont à partir de janvier au service public, comme l'a voulu Nicolas Sarkozy. Et dans la révolution technique et culturelle que représentent la télévision sur Internet et sur le téléphone portable ou l'arrivée de la haute définition, TF1 est loin d'être la plus mal placée. Mais la chaîne a si longtemps affiché une puissance incontestée, ses journaux télévisés sont si profondément ancrés dans le quotidien des Français, que l'ébranlement de l'empire est autant regardé par la Bourse ou les experts en sociologie que par l'Elysée.

C'est d'ailleurs là, dans le bureau du président de la République, que Patrick Poivre d'Arvor est venu chercher, en septembre, l'explication de son éviction du journal de 20 heures. *"Je voulais en avoir le cœur net"*, dit-il de sa voix caressante. Quelques jours à peine après avoir appris le remplacement de PPDA par Laurence Ferrari, Cécilia Attias, l'ex-épouse de Nicolas Sarkozy, avait obligeamment téléphoné au présentateur pour expliquer combien *"tu sais, IL n'a pas supporté ton interview d'il y a un an..."* - le 20 juin 2007, le journaliste avait comparé l'attitude du chef de l'Etat au G8 à celle *"d'un petit garçon fébrile dans la cour des grands"*. De Nicolas Sarkozy, qu'il tutoie depuis plus de vingt ans, PPDA n'a cependant reçu qu'un démenti cinglant. Mais le soupçon en dit long sur le sentiment de puissance de celui qui fut si longtemps l'emblème de la chaîne que seul, à ses yeux, le président de la République aurait pu le débarquer.

Il en dit long aussi sur ce mélange de politique et de *"pur business"*, comme disent volontiers les cadres de TF1, si typique du paysage audiovisuel français. Dans l'entourage du chef de l'Etat, on laisse d'ailleurs entendre que si Nicolas Sarkozy n'a *"certainement pas exigé"* la tête de Poivre, il était au courant de la révolution en cours au journal de 20 heures quelques jours avant que l'intéressé ne l'apprenne lui-même. Comment ne l'aurait-il pas été, alors que les relations entre TF1 et l'Elysée sont si étroitement imbriquées ? Martin Bouygues reste l'un des plus proches amis du président de la République. L'ancien chef de cabinet de Nicolas Sarkozy, Laurent Solly, est aujourd'hui le numéro deux de la chaîne. Jean-Claude Dassier, jusque-là patron de LCI, est maintenant directeur général de TF1, et se vante d'avoir échappé à la retraite grâce à l'appui du chef de l'Etat. Patrick Buisson, directeur général de la chaîne Histoire au sein du groupe audiovisuel, est le conseiller en opinion de l'Elysée...

Mais les difficultés de la chaîne sont autant liées aux profondes modifications des modes de consommation audiovisuelle qu'aux bouleversements managériaux de l'entreprise. En un an, de juillet 2007 à juillet 2008, la consommation de télévision des 16-24 ans a baissé de quinze minutes par jour et la tendance ne paraît pas près de s'inverser. Le journal télévisé n'est plus la

grand-messe qui fédérait la société, les audiences du 20 heures ont commencé à s'éroder il y a deux ans déjà. Les programmes historiques de divertissement comme la "Star Academy" ou "La méthode Cauet" se sont mises à piquer du nez. Et chaque recul de la part d'audience oblige TF1 à baisser ses tarifs publicitaires.

En même temps qu'il remplaçait l'ancien PDG de la chaîne Patrick Le Lay et son vice-président Etienne Mougeotte, tous deux atteints par la limite d'âge et responsables d'une grave erreur industrielle pour n'avoir pas cru en la TNT qui équipe désormais 80 % des foyers, Nonce Paolini a aussi entrepris de transformer l'ensemble de la direction. En un an, le patron des sports Charles Villeneuve est parti, comme celui de la fiction Takis Candilis, le directeur des magazines Philippe Balland, le directeur de l'information Robert Namias et... Poivre. Une politique d'économie a été engagée. Les journalistes comme l'administration de la chaîne vivaient jusque-là sur un grand pied. Ils sont désormais priés de limiter les notes de frais. Les rédactions de LCI et TF1 sont en passe de fusionner. Les rédacteurs devront apprendre, d'ici à deux ans, à monter leurs sujets et les cameramen à commenter leurs images. Jean-Claude Dassier a entrepris une réorganisation de la hiérarchie des services de la rédaction qui a achevé de désorienter. Et malgré les dénégations de la direction, la crainte d'un plan social qui achèverait de réduire les coûts hante désormais les esprits.

Reste que TF1 a été prise de cours par l'ampleur des critiques contre sa nouvelle présentatrice vedette, Laurence Ferrari, celle-là même qui, selon Nonce Paolini, devait être *"le visage du changement"*. Parti avec un confortable chèque d'indemnité, *"un des meilleurs parachutes dorés qui soient"*, grince Paolini, Patrick Poivre d'Arvor a actionné l'ensemble de ses réseaux dans la presse contre celle qu'il considère comme une *"usurpatrice"*. Les puissants journaux de programmes télé, ceux-là même qui rassemblent le même public populaire et familial que TF1 et qui, jusque-là, traitaient avec componction la chaîne, ont osé des couvertures cinglantes. Et la direction de TF1 a commencé à sérieusement s'inquiéter.

"Etes-vous prête à supporter la pression médiatique ?", avait demandé Nonce Paolini à Laurence Ferrari en l'engageant. Il ne croyait pas si bien dire. *"Je me percevais jusque-là comme la girl next door, reconnaît la journaliste, je n'avais pas prévu que chacun de mes faits et gestes serait ainsi décortiqué."* Sur Canal+, son piquant et sa vivacité étaient son atout. Sur TF1, ils ont dérouté. Ses trop fréquents changements de coiffure, son rythme trop rapide, sont désormais vus à l'extérieur comme la marque de sa déstabilisation. L'ancien vice-président de TF1, Etienne Mougeotte, aujourd'hui directeur du *Figaro*, consulté par la présentatrice, lui a conseillé de se *"sénioriser, d'abandonner ses nuisettes de jeune fille pour un style plus Anne Sinclair"*. La rumeur (fausse) a aussitôt couru qu'une réunion d'état-major avait prévu de la vieillir.

Au sein même de la rédaction, si personne ne désavoue la journaliste, chacun constate sa solitude. Les changements incessants du sommaire du journal sont désormais interprétés comme le signe d'un désaccord entre la présentatrice et son rédacteur en chef, Michel Floquet, choisi notamment parce qu'il fut longtemps, sur TF1, celui de son ex-mari Thomas Hugues. Il y a une dizaine de jours, ayant appris que *Paris Match* s'apprêtait à mettre en couverture Claire Chazal, resplendissante depuis les difficultés de sa rivale, en compagnie de son jeune boyfriend,

Jean-Claude Dassier a téléphoné à l'hebdomadaire pour tenter, en vain, de bloquer le projet. Et le directeur de l'information se démène désormais pour contester la programmation, sur France 3, du feuilleton à succès "Plus belle la vie" qui, chaque jour, à 20 h 20 rassemble 6 millions de téléspectateurs au détriment notamment du journal de TF1.

La chaîne a désormais peu de temps – "nous déciderons en décembre", promet Nonce Paolini – pour reformater son journal et ses programmes en prévision des modifications attendues sur le service public. Et gommer les effets de sa rentrée ratée.

Raphaëlle Bacqué

INTERNATIONAL

G20 : la presse mondiale salue un "premier pas", mais attend la suite

LEMONDE.FR avec AFP | 16.11.08 |

La presse internationale voyait dans les conclusions du sommet du G20 de Washington, dimanche 16 novembre, un "premier pas" vers une réforme du système financier mondial, tout en se montrant prudente sur les réelles avancées du sommet.

"Les dirigeants des vingt plus grandes économies du monde n'allaient pas, en une seule après-midi, résoudre une crise produite par une génération", estimait, dans son éditorial, le journal britannique de gauche The Observer. Il se félicitait néanmoins de la volonté des dirigeants des grands pays développés et émergents du G20 – qui génèrent 85% du produit intérieur brut mondial – de discuter d'une action coordonnée.

En Espagne, la presse dominicale évoquait, toutes tendances confondues, "un premier pas". Le sommet de vendredi et samedi à Washington "est le premier pas nécessaire, bien qu'encore modeste, pour réformer l'architecture financière mondiale", selon El País. Mais l'éditorialiste du quotidien de gauche regrette que le communiqué final "ne propose que des principes généraux de réforme du système financier et des lignes très générales d'action économique".

Même conclusion d'El Mundo (centre-droit) : un "bon premier pas", même si les accords "sont trop généraux". Le quotidien salue en passant le "leadership" du président français Nicolas Sarkozy à la tête de l'Union européenne, qui pour "la première fois ces dernières années (...) a réussi à faire valoir le poids de l'UE de manière coordonnée".

"CIAO LA VIEILLE EUROPE"

Dans la presse française, comme dans les principaux journaux américains, aucun éditorial, dimanche, sur le G20. *Le Parisien/Aujourd'hui en France* écrit sobrement que "*l'essentiel est fait*" et le "*Journal du Dimanche*" publie un reportage intitulé : "*Sarkozy en maître du monde !*".

Les commentateurs italiens étaient plus acerbes : dans un éditorial titré "*Le sommet des mensonges*", *La Repubblica* s'interrogeait sur la sincérité de la "*relance coordonnée*" prônée dans le communiqué final du sommet. Comme son concurrent de droite *La Stampa*, le quotidien mettait également l'accent sur l'émergence d'un "*nouvel ordre mondial où les rapports de force se modifient plus rapidement qu'avant la crise*". Pour *La Stampa*, qui titre "*Ciao la vieille Europe*", le Vieux continent, surreprésenté au sein du G8, "*risque de peser bien peu dans le nouveau G20*".

Une nouvelle donne dont ne se plaignent pas les journaux indiens, qui insistent sur l'influence grandissante de New Delhi sur la scène internationale, ni ceux du Brésil, qui se félicitent de la proposition de Brasilia de substituer le G20 au G8. Pour l'*Indian Express*, la déclaration finale du sommet reflète les intérêts de l'Inde : "*Plus de fonds de la part de la Banque mondiale, une voix plus importante au sein du Fonds monétaire international et un bouclier contre les tendances protectionnistes du monde développé*". Mais, écrit le quotidien, il est trop tôt pour parler de "*changement significatif dans l'ordre économique mondial*".

Au Brésil, ses confrères *O Globo* et *O Estado de Sao Paulo* mettent en exergue une déclaration du président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva aux termes de laquelle le G8 "*n'a plus de raison d'être*", proposant que le G20 le remplace.

Au Japon, le communiqué final du G20 a été accueilli avec inquiétude par le journal conservateur *Sankei Shimbun*. Il craint que Tokyo n'ait trop peu de marge de manœuvre pour participer aux mesures de relance concertées, budgétaires ou monétaires promises au sommet de Washington, et ne se retrouve "*isolé*".

La Suisse veut participer aux groupes de travail du G20

La Suisse, qui n'a pas été invitée au G20, a demandé à Washington de l'intégrer aux groupes de travail prévus à l'issue du sommet, a annoncé dimanche le gouvernement. La Confédération "*prend acte avec intérêt des mesures envisagées lors de ce sommet*" et "*souhaite que les principales places financières soient intégrées à ce processus*", a expliqué le porte-parole du ministère des finances. Un document écrit en ce sens a été envoyé au département américain des finances, a ajouté Roland Meier précisant qu'aucune réponse n'était encore parvenue. – (avec AFP)

ENVIRONNEMENT

En Asie, les nuages de pollution aggravent le réchauffement

LE MONDE | 15.11.08 |

Les nuages bruns qui se forment au-dessus des grandes villes asiatiques à partir des fumées des usines, de la pollution automobile et de toutes les formes de combustion liées à des énergies fossiles ou de bois aggravent les effets du changement climatique. Le phénomène vient d'être confirmé par une étude du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), publiée jeudi 13 novembre.

Ces couches de particules polluantes d'une épaisseur supérieure à trois kilomètres s'étirent de façon plus ou moins continue de la péninsule arabique à la Chine et à l'ouest de l'océan Pacifique. Portées par les vents, elles peuvent parcourir la moitié de la Terre en moins d'une semaine. Leur trace a été récemment repérée à 5 000 mètres d'altitude sur les sommets de l'Himalaya, donnant aux chercheurs une explication supplémentaire à la fonte accélérée des glaciers.

"L'un des mandats du PNUE est d'alerter sur des bases scientifiques des défis environnementaux à relever. J'espère qu'après cette publication les nuages bruns atmosphériques vont être intégrés à l'agenda de la communauté internationale", a déclaré Achim Steiner, le directeur exécutif de l'institution. "Nous avons identifié pour la première fois le lien entre ces nuages et le changement climatique en 2002. Nos travaux avaient alors suscité beaucoup de scepticisme. Ils sont aujourd'hui confirmés avec une grande clarté", souligne le professeur Veerabhadran Ramanathan, qui a coordonné l'étude.

Le phénomène est aussi présent en Amérique du Nord, en Europe, en Afrique du Sud et au-dessus de l'Amazonie. Mais il apparaît particulièrement inquiétant en Asie, compte tenu de la densité démographique et du développement rapide des économies. Sur les treize mégapoles soumises à ce smog pendant plusieurs mois de l'année, dix sont asiatiques.

VILLES PRIVÉES DE LUMIÈRE

Ces nuages bruns, composés de particules de carbone et de suies, agissent de façon complexe en formant une barrière qui absorbe les rayons solaires. Ils contribuent ainsi au réchauffement en altitude. Ils privent dans le même temps de lumière les villes qui en sont victimes. Ces passagers anonymes, longtemps négligés par les climatologues, sont, selon le rapport, responsables d'une baisse de la luminosité pouvant aller de 10 % à 25 % à Karachi, Shanghai, Pékin et New Delhi.

Les scientifiques suggèrent également que ces formations, dans lesquelles viennent se stocker de nombreux gaz, affectent le régime des pluies en retenant l'eau plus longtemps. Elles

pourraient ainsi ne pas être étrangères à la réduction des précipitations pendant les périodes de mousson en Inde et dans le sud-est asiatique.

Sans trancher faute de données, le rapport met en avant les conséquences néfastes que cette situation pourrait avoir sur la production agricole, dont les rendements sont étroitement liés à la capacité de photosynthèse des plantes.

Il est revanche avéré que ces poches de pollution agissent sur la qualité de l'air et sur la santé des citadins. Les nuages bruns transportent des aérosols toxiques et des nanoparticules à l'origine d'importantes maladies respiratoires. Le rapport estime que cette pollution, faute d'être combattue, pourrait provoquer 340 000 morts supplémentaires par an en Inde et en Chine.

Laurence Caramel

INTERNET / ECONOMIE / TECHNOLOGIES

Internet, un monde virtuel ? Sauf que le réseau s'appuie sur une infrastructure bien réelle : des câbles à fibre optique relient les continents, contrôlés par une poignée de géants des télécommunications. Enquête sur les maîtres du réseau et leur stratégie.

Qui tire les câbles du cyberspace ?

LE MONDE 2 | 14.11.08

Fin janvier 2008, deux câbles sous-marins, qui assurent l'essentiel du trafic Internet entre l'Europe et l'Asie, sont sectionnés en mer Méditerranée. La troublante simultanéité des coupures alimente aussitôt des théories de complot plus ou moins farfelues, évoquant parfois l'implication du gouvernement américain, en froid avec le régime iranien. Mais l'enquête est classée de manière plus prosaïque : selon les autorités de Dubaï, deux ancres de cargos sont responsables.

Il est vrai que les cas de rupture de câbles Internet ne sont pas rares au fond des océans. Selon l'entreprise Global Marine Systems, cinquante opérations de réparation ont lieu chaque année, rien que dans l'océan Atlantique. Mais les deux coupures successives au large des côtes égyptiennes ont eu un écho inattendu. Plus de 70 % des connexions Internet sont aussitôt interrompues en Egypte. Simultanément, l'Inde perd 40 % à 50 % de sa capacité réseau. L'onde de choc virtuelle aura également été ressentie dans toute la péninsule arabe et il faudra plus de dix jours pour que les opérateurs de la région rétablissent la situation.

"Il y a encore cinq ou dix ans, personne n'aurait relevé un tel événement, souligne Sami Al Basheer Al Morshid, directeur du bureau développement de l'Union internationale des télécommunications (UIT), basée à Genève. Ce qui s'est passé au Moyen-Orient démontre la nécessité d'avoir des circuits de connexion alternatifs" Car Internet, nouveau cordon ombilical des sociétés numériques, relie inégalement les habitants du globe. Une inégalité flagrante si l'on étudie la position des principaux câbles, les "backbones", épine dorsale du réseau : plus de 1,5 million de kilomètres de câbles sur toute la surface du globe.

Disparités numériques

De fait, la cartographie du cyberspace reproduit étonnamment les disparités économiques de notre monde réel. Avec un débit de 3 téraoctets par seconde, la liaison transatlantique, la plus dense, représente 60 % du trafic total. Une quinzaine de câbles contribuent à offrir aux Américains et aux Européens un maillage imposant, gage d'une navigation de qualité. Des pays numériquement émergents, tels la Chine, l'Inde ou le Pakistan, sont plutôt bien dotés. A l'inverse, l'Afrique se distingue par l'atrophie de ses structures. Selon le dernier rapport annuel du cabinet d'études Terabit Consulting, 46 milliards de dollars ont été investis en vingt ans dans le monde, depuis la pose du premier câble de fibre optique en 1988, le TAT-8. Durant cette même période, seuls 934 millions de dollars (2 % des investissements) ont été dépensés en Afrique subsaharienne pour les infrastructures du réseau. De l'Afrique du Sud jusqu'à Djibouti, aucune liaison structurante ne longe les 7 000 kilomètres de côtes. Seul le câble Sat-3, posé en 2002, parcourt l'Afrique du nord-ouest au sud.

Sur le continent américain, au contraire, les principales villes américaines, comme New York ou Los Angeles, constituent autant de "cybercentres", véritables carrefours des réseaux numériques. Mais la géographie d'Internet n'est pas un simple calque de la géographie économique, et le réseau produit aussi ses propres points de convergence : les quelque 175 000 habitants de l'île de Guam, rattachée aux Etats-Unis, disposent par exemple de débits bien supérieurs à leurs besoins, le territoire constituant un point de passage entre les Etats-Unis et l'Asie.

Les lois du marché

Comment de tels contrastes s'expliquent-ils ? L'expansion du réseau s'inscrit d'abord historiquement dans le sillage des infrastructures téléphoniques installées à la fin du XIX^e siècle, surtout aux Etats-Unis et en Europe. Par ailleurs, l'extension d'Internet a été très rapide. A partir de 1995, il cesse d'être un outil réservé aux militaires ou aux scientifiques, et entre dans l'ère commerciale. Dès lors, tout est à conquérir pour les investisseurs, soucieux d'attirer une clientèle de masse pour leurs infrastructures. La cartographie actuelle du réseau mondial est le signe d'un espace aménagé par les lois du marché et le paradigme du libéralisme mondialisé. Les Etats-Unis, d'où part l'essentiel des liaisons structurantes, sont le cœur du réseau.

Verizon, AT&T, Sprint ou Level : ces noms sont moins connus, surtout en France, que Google, Microsoft ou Yahoo. Mais ces entreprises, que l'expert géographe américain Edward J. Malecki surnomme les "vieux garçons" des réseaux, qui ont investi entre 60 000 et 70 000 euros par kilomètre de câble déroulé, sont en situation de quasi-monopole sur les principales autoroutes de l'information. *"En regard des profits espérés, investir n'est pas cher et la maintenance est peu coûteuse, analyse Gilles Puel, maître de conférences en géographie à l'université de Toulouse. Certes, les prix baissent depuis 2000 ; mais comme le volume du trafic explose (avec la téléphonie par Internet [VOIP] et les nouveaux usages), les profits sont très importants. Selon une estimation, le prix de revient d'un appel est de 0,000001 dollar. Comparé au coût de facturation, cela donne le vertige"*, commente-t-il.

Fourches Caudines

Grand opérateur européen, le français Orange passe pourtant sous les fourches Caudines des opérateurs américains. *"Nous sommes connectés à tous ces réseaux, puisqu'une partie importante du trafic des pays Orange va de et vers les Etats-Unis"*, explique Didier Duriez, directeur des réseaux internationaux d'Orange. Mais grâce à ses filiales, l'entreprise française assure aussi une part importante de la connexion des pays en développement. Or, dans la plupart des pays africains, les coûts de la bande passante atteignent des sommets : jusqu'à quarante fois le prix pratiqué aux Etats-Unis. *"Certes, la capacité des câbles sous-marins entre en jeu, mais l'élément-clé dans la constitution du prix est le coût de l'infrastructure domestique des pays africains qui, très souvent, ne baisse pas"*, se défend M. Duriez.

Pour les régions situées loin de l'épicentre américain, les coûts de connexion sont exorbitants. En 1999, l'Australie estime que la zone Asie-Pacifique doit verser 5 milliards de dollars par an aux opérateurs américains, à cause de son éloignement de la plaque continentale américaine. Pour l'Afrique, le chiffre est estimé à 500 millions de dollars par an.

Loin de la philosophie du Web 2.0 et du partage des ressources *"peer to peer"*, c'est-à-dire d'égal à égal, Internet est devenu un bien largement privé, organisé de manière pyramidale, dont le sommet, soit les infrastructures, est détenu par une poignée de conglomérats. *"Les grandes multinationales comme Verizon et AT&T ont un grand avantage : elles ne paient rien, puisqu'elles s'échangent les données, étant du même rang. Elles font ensuite payer les entreprises de rang inférieur"*, explique Gilles Puel. Car les fournisseurs d'accès, pour satisfaire les internautes en aval de la chaîne de l'information, doivent se connecter aux autoroutes principales. Et plus ils en sont éloignés, plus le tarif que demandent les "vieux garçons" est élevé. Parallèlement, le secteur public, pris dans des difficultés d'échelle, peine à imposer aux opérateurs une logique d'accès à tous au réseau : *"Au-dessus de l'Etat, il n'y a rien. En dessous, ça n'a pas de sens, c'est trop petit. Ce sont des logiques trop vastes. Les organismes internationaux sont rapidement limités et se lancent en fonction d'autres objectifs que de réduire la fracture numérique. La faim dans le monde ou la lutte contre les épidémies sont prioritaires. Les actions internationales étaient sous-tendues par des objectifs de ce genre. L'action américaine sur l'Afrique s'est faite en échange de l'abandon par chaque pays de son monopole et de l'ouverture à la concurrence"*, explique Gabriel Dupuy, directeur du Centre de recherche sur les réseaux, l'industrie et l'aménagement (CRIA).

Nouveaux acteurs

Pourtant, de nouveaux acteurs pointent le bout de leur fibre : après de multiples retards, la construction du câble EASSy (Eastern Africa Submarine System) a commencé en mars 2008. Financé par la banque mondiale, ce nouveau tracé de 10 000 kilomètres pour un coût de 300 millions de dollars desservira à partir du premier semestre 2010 plus de 250 millions de personnes réparties dans les 21 pays d'Afrique de l'est et australe. Mais le "dernier kilomètre", situé sur les terres et géré par les opérateurs locaux, reste crucial et souvent problématique. Problème de coût, mais aussi politique, les gouvernants n'ayant pas de réelle volonté d'ouvrir le

réseau à tous. Alors, en attendant que l'on s'intéresse plus à eux, les Africains continuent dans la débrouille. On voit émerger *"des utilisations collectives, semi-collectives voire informelles pour ne pas dire pirates"*, commente Gabriel Dupuy. De petites antennes satellites collectives de fabrication artisanale fleurissent un peu partout sur le continent, offrant un accès plus ou moins stable au savoir et à l'information, pour un coût partagé, donc plus abordable.

De son côté, Google, le géant touche-à-tout de l'Internet, a compris que la maîtrise des dorsales et tuyaux-maîtres permet une mainmise encore plus affirmée sur le réseau dans son ensemble. Un consortium de six multinationales, parmi lesquelles Google, mais aussi Bharti Airtel (Inde), Global Transit (Malaisie), KDDI (Japon), Pacnet (Hongkong), SingTel (Singapour), s'est donc lancé dans la construction d'Unity, un câble optique long de 10 000 kilomètres qui reliera le Japon (Chikura) aux Etats-Unis (Los Angeles). Pour un coût de 300 millions de dollars, ce nouveau brin augmentera le maillage du réseau transpacifique de plus de 20 % à l'horizon 2010, pour se ramifier à chaque extrémité. Mais, selon Eric Schoonover, analyste du cabinet d'études TeleGeography, interrogé par le magazine Wired.com, *"l'implication de Google semble, en augmentant l'offre, n'être qu'une tentative pour faire baisser les coûts de circulation des informations dans ces câbles"*. Un coup de bluff, en somme.

TeleGeography affirme cependant dans sa dernière étude, parue en mars 2008, qu'au moins 25 nouvelles liaisons seront construites dans les deux ans à venir, pour environ 6,4 milliards de dollars. Une nouvelle ère d'investissements dans les liaisons sous-marines vient de débiter, plus de sept ans après la première vague de maillage intensif. Après les grandes connexions intercontinentales, ce sont les marchés régionaux qui intéressent nos "vieux garçons". Il semblerait que, les liaisons transatlantiques étant déjà pourvues, les principales plaques continentales soient les nouveaux terrains d'investissement des multinationales des télécommunications.

La fin de l'hégémonie américaine ?

Il aura donc fallu *"plus de cent ans pour que les télécommunications atteignent un milliard d'utilisateurs à travers le monde et moins de cinq ans pour atteindre le second milliard, essentiellement au moyen de la téléphonie mobile. Quelle sera la recette pour atteindre le troisième milliard d'usagers des technologies de l'information et de la télécommunication ?"*, s'interroge l'Union internationale des télécommunications. Les flux transpacifiques augmentent fortement (+60 % entre 2002 et 2007) alors que, dans le même temps, les flux transatlantiques restent stables.

Cette hégémonie américaine des flux via l'épine dorsale du réseau se réduit donc au fur et à mesure de l'augmentation du trafic, mais aussi de par l'essence même du réseau, décentralisé par nature. Les informations, qui transitaient systématiquement par les Etats-Unis pour aller d'un point à l'autre de la planète, passent désormais par des nœuds situés hors du territoire américain, via des équipementiers qui ne sont pas forcément américains. Cette perte de contrôle est un réel revers pour le pays, qui entendait contrôler le trafic mondial d'Internet

grâce à des accords entre la National Security Agency (NSA) et les principales compagnies de télécommunications américaines, comme le révélait le *New York Times* en 2005.

Un siècle et demi après les premiers essais de câblage sous-marin, cette nouvelle accélération de densification du maillage va donc profiter au désenclavement des pays émergents, à leur développement économique, mais aussi à une certaine indépendance de ces nations vis-à-vis du monopole du gouvernement et des "vieux garçons" américains. A moins que Google ne mette tout le monde d'accord avec ses investissements records annoncés pour le continent africain, notamment pour la mise en place d'un câble passant par l'Afrique du Sud, et par le lancement, prévu pour 2011, du SJC (South Asia Japan Cable), deuxième câble connecté à Unity reliant le Japon à l'île de Guam, à Hongkong, aux Philippines, à la Thaïlande et à Singapour.

Laurent Checola et Olivier Dumons

A lire

La Fracture numérique, de Gabriel Dupuy, Ellipses, 2007.

Du morse à l'Internet, *150 ans de télécommunications par câbles sous-marins*, de R. Salvador, G. Fouchard, Y. Rolland et A. P. Leclerc, Ed. AAcS, 2006.

"Les nœuds et les liens du réseau Internet : approche géographique, économique et technique", de Gilles Puel et Charlotte Ullmann, revue *L'Espace géographique*, Belin, 2006.

Lexique

CRIA Regroupant environ 25 chercheurs, le Centre de recherche sur les réseaux, l'industrie et l'aménagement est un laboratoire de recherche dépendant de l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.

Fibre optique C'est un fil en silice très fin (quelques microns) pouvant conduire des ondes lumineuses et servant dans les transmissions terrestres et océaniques de données. La fibre offre un débit de transmission bien supérieur à celui des câbles coaxiaux (en cuivre), et peut ainsi supporter un réseau "large bande" par lequel peuvent transiter la télévision, le téléphone ou les données informatiques. Le cœur des grands câbles sous-marins contient jusqu'à 16 fibres.

Térambit Alors que le débit moyen d'une connexion haut débit résidentielle se compte en mégabits, les principales dorsales ont un débit qui se chiffre en térambits, soit 1 million de mégabits.

UIT L'Union internationale des télécommunications, basée à Genève, est un organisme onusien chargé de réglementer et planifier les télécommunications dans le monde.

VoIP Acronyme de "Voice over Internet protocol". C'est une technique qui permet de communiquer par la voix, via le réseau Internet.

RELIGION / PHILOSOPHIE

Enquête

Le créationnisme étend son influence en Europe

LE MONDE | 17.11.08 |

La France serait-elle partie en guerre contre les créationnistes, dont les idées progressent un peu partout dans le monde ? Chercheurs en sciences de l'évolution, philosophes, professeurs, inspecteurs de collèges et de lycées : à l'initiative du ministère de l'éducation nationale, du Collège de France et de la Cité des sciences et de l'industrie, ils étaient en tout cas plusieurs centaines à débattre, les 13 et 14 novembre à Paris, de la difficulté croissante à enseigner la théorie de l'évolution. Et ce bien au-delà des Etats-Unis, berceau, depuis Darwin, du créationnisme.

L'attaque la plus frontale date de début 2007. Dans de nombreux pays d'Europe, lycées, collèges et universités reçoivent sans l'avoir demandé un luxueux ouvrage illustré, *L'Atlas de la création*. Edité et imprimé en Turquie, il prétend démontrer que l'évolution n'est pas une doctrine scientifique mais de la propagande antireligieuse. Son auteur, Harun Yahya - de son vrai nom Adnan Oktar -, dirige une organisation au financement obscur, dont le principal objectif est de promouvoir le Coran.

"LE DESSEIN INTELLIGENT"

"La diffusion de cet ouvrage a fait prendre conscience de l'existence d'un créationnisme musulman, jusque-là relativement ignoré en Occident", souligne Olivier Brosseau, docteur en biologie et coauteur d'un excellent petit livre sur *Les Créationnismes* (Ed. Syllepse). Egalement diffusé en Asie et au Moyen-Orient, ce discours extrémiste n'a toutefois exercé en Europe et aux Etats-Unis qu'une influence limitée. Il en va tout autrement du concept de *"dessein intelligent"* (*intelligent design*, ou ID) : le dernier avatar du créationnisme américain, qui, depuis les années 1990, ne cesse d'étendre son influence dans les sociétés occidentales. Sa thèse centrale ? La vie est trop complexe pour être issue d'un processus non dirigé tel que la sélection naturelle. L'évolution des espèces est admise, mais elle ne peut qu'être l'oeuvre d'un concepteur d'ordre supérieur.

Comme les autres, cette théologie naturelle modernisée s'attaque à l'enseignement. Par sa façade pseudo-scientifique (nombre de ses promoteurs sont des universitaires établis), elle ne cesse de marquer des points. En Italie, Letizia Moratti, ministre de l'éducation à l'époque, signe en février 2004 un décret excluant l'enseignement de l'évolution au collège (mesure annulée en 2005 après avoir déclenché une fronde dans la communauté scientifique). Au Royaume-Uni, selon un sondage réalisé en janvier 2006 par la BBC, plus de 40 % des personnes interrogées souhaitent que le créationnisme soit enseigné en cours de science.

La même année, en Allemagne, la chaîne Arte révèle que deux écoles du Land de Hesse, l'une privée et l'autre publique, enseignent le créationnisme en cours de biologie. Pays-Bas, Pologne, Russie, Suède : un peu partout, les exemples se multiplient. Au point que le Conseil de l'Europe, en juin 2007, sonne l'alarme, dans un rapport sur "Les dangers du créationnisme dans l'éducation". Quatre mois plus tard, une résolution est adoptée, par laquelle l'institution invite ses 47 membres "à s'opposer fermement à l'enseignement du créationnisme en tant que discipline scientifique". Ce qui n'empêche pas de constater dans plusieurs pays d'Europe, de la part de jeunes étudiants, une opposition de plus en plus marquée à l'enseignement de l'évolution.

UN ENJEU DE SOCIÉTÉ

"Cette influence croissante des idées créationnistes ne serait pas si grave si elle n'avait pas de répercussions politiques, remarque Olivier Boisseau. Mais dès lors qu'on fait accepter, d'une façon prétendument scientifique, l'existence d'un concepteur à l'origine du monde, il devient facile d'appuyer des positions législatives très conservatrices, et de faire admettre certains comportements - l'homosexualité, la contraception, l'avortement - comme déviants." Sous ses aspects théoriques, le créationnisme constitue bel et bien un enjeu de société. Et plus encore lorsque celle-ci est en mal de repères. Car les tenants du "dessein intelligent" profitent avant tout d'une confusion des légitimités.

"La théorie de l'ID constitue un article de foi. Or, il n'appartient pas à la science de conforter ou de réfuter un article de foi : ce n'est pas de son ressort", souligne le philosophe Dominique Lecourt. Que faire, dès lors, pour remettre les pendules à l'heure ? Enseigner en quoi la pensée scientifique se distingue radicalement d'une opinion ou d'une conviction personnelle. Mais aussi, suggère le théologien Jacques Arnould, "exiger de ceux dont les propos relèvent de la croyance ou des religions qu'ils expliquent leurs méthodes et pas seulement leur contenu".

Catherine Vincent

Les mots de la science

Fait : observation confirmée de manière répétée, et en pratique considérée comme "vraie". La vérité en science n'est toutefois jamais définitive.

Hypothèse : essai d'affirmation conduisant à des déductions qui peuvent être testées. Plus les déductions sont vérifiées, plus l'hypothèse devient vraisemblablement correcte.

Loi : généralisation descriptive sur la manière dont un certain aspect du monde naturel se comporte dans des circonstances données.

Théorie : explication soutenue concernant un certain aspect du monde naturel, qui peut intégrer des faits, des lois et des hypothèses testées.

ENVIRONNEMENT

Les émissions de gaz à effet de serre sont repartiées à la hausse

LEMONDE.FR avec AFP | 17.11.08 |

A deux semaines de l'ouverture de sa conférence annuelle sur le climat à Poznan (Pologne), l'ONU s'alarme de la hausse continue des émissions de gaz à effet de serre du monde industrialisé depuis 2000. Sur la période 1990-2006 (1990 étant l'année de référence), les émissions de quarante pays industrialisés ont globalement baissé de 4,7 %. Cependant, ce résultat encourageant, obtenu entre 1990 et 2000 pour l'essentiel, est dû aux réductions spectaculaires dans les économies en transition de l'ex-bloc de l'Est (- 37,6 % à elles seules) après la fermeture de nombreuses installations énergétiques et industrielles obsolètes.

Mais, entre 2000 et 2006, les émissions de l'Est ont recommencé à augmenter (+ 7,4 %), en raison d'une forte croissance économique, et au total, les émissions des quarante pays industrialisés ont augmenté de 2,3 %, a indiqué Yvo De Boer, le secrétaire exécutif de la Convention des Nations unies contre les changements climatiques (CNUCC), en présentant lundi 17 novembre à Bonn l'inventaire 2006 des pays industrialisés. Pour résumer, toute amélioration depuis 2000 semble imputable à la conjoncture. Il en va ainsi pour l'infime régression - un "ralentissement de la hausse" - des émissions entre 2005 et 2006 (- 0,1 %) : l'Europe et les Etats-Unis avaient alors connu "un hiver relativement doux et des prix du pétrole relativement élevés", a rappelé le patron du climat à l'ONU.

"SÉRIEUX EFFORT"

Sur seize ans, l'Australie (+ 28,8 % par rapport à 1990), le Canada (+ 21,7 %) ou les Etats-Unis (+ 14,4 %) restent particulièrement mauvais élèves, ainsi qu'en Europe, l'Espagne (+ 50,6 %) et le Portugal (+ 40 %). Les émissions de CO₂, qui représentaient 82,5 % des gaz à effet de serre en 2006, restent une préoccupation majeure en raison de la dépendance des sociétés développées et émergentes au pétrole, gaz et charbon. Les émissions de CO₂ ont ainsi bondi de 40 % en Australie et même de 57 % en Espagne durant la période considérée.

Le protocole de Kyoto est le seul traité international imposant des objectifs de réduction des gaz à effet de serre aux pays industrialisés (- 5 % sur 2008-2012). "Je suis convaincu que, globalement, ils sont capables de tenir leurs engagements... Mais pour certains, il faudra fournir un sérieux effort", a reconnu M. De Boer. Pour lui, ces chiffres "témoignent qu'il est urgent d'avancer rapidement vers la définition d'un nouvel accord". Mais sur fond de crise financière, il a jugé "heureux qu'on n'ait pas à conclure d'accord à Poznan". La communauté internationale doit seulement y débiter la négociation du futur traité, qui devra s'achever avant fin 2009, pour une entrée en vigueur en 2013. Pour contenir la hausse de température en deçà de 2 degrés en

2100, les experts internationaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat estiment que les émissions de gaz à effet de serre devront cesser de croître dans les quinze ans puis plonger radicalement.

SANTE

FERTILITÉ

Hommes au bord de la crise de sperme

LE MONDE | 21.11.08 |

Au Danemark, les femmes enceintes reçoivent une liste de conseils pratiques afin qu'elles limitent leur exposition aux produits chimiques. Il leur est recommandé d'utiliser le moins possible de cosmétiques, de ne pas se colorer les cheveux, de bannir les peintures et les produits en spray... Excès de précaution ? Non, si l'on en croit les scientifiques interrogés dans *Mâles en péril*, le documentaire de Sylvie Gilman et Thierry de Lestrade présenté mardi 25 novembre en prime time sur Arte.

Après *Le Monde selon Monsanto*, enquête alarmante sur la firme multinationale qui commercialise 90 % des organismes génétiquement modifiés (OGM), diffusée en mars 2008, la chaîne franco-allemande promet "une nouvelle enquête exceptionnelle". Sans doute. Car, une fois encore, la science soulève ici un enjeu majeur de santé publique et de société.

"Les problèmes de l'appareil reproducteur masculin sont aujourd'hui potentiellement aussi graves que le réchauffement climatique", affirme sans détour le professeur danois Niels Skakkebaek, directeur de recherche à l'hôpital universitaire de Copenhague. Dans les pays industrialisés, on observe une diminution de l'ordre de 50 % du nombre et de la qualité des spermatozoïdes, un doublement de l'incidence du cancer des testicules et une multiplication de certaines malformations génitales chez l'homme.

UN THRILLER AU Cœur DE LA SCIENCE

Pourquoi ? Notre environnement chimique est-il en train de nous mener à notre propre perte ? "Quelque chose que nous ne connaissons pas menace les humains", résume le docteur Niels Jorgensen, endocrinologue et andrologue à l'hôpital universitaire de Copenhague. Cette augmentation des affections qui altèrent la fertilité masculine s'est produite en cinquante ans, pendant lesquels des milliers de substances chimiques ont envahi le marché et notre quotidien.

Conçu comme un thriller au cœur de la science, *Mâles en péril* ne laissera probablement aucun téléspectateur indifférent. Depuis quinze ans, des scientifiques, surtout au Danemark et aux Etats-Unis, traquent la piste de notre environnement chimique.

Les études et les observations menées sur des animaux apparaissent édifiantes. Tout se passe comme si le système endocrinien était piégé par des molécules chimiques. Au départ, cette hypothèse est apparue audacieuse et a été controversée. Mais l'observation du monde animal

se révèle implacable. Des grenouilles mâles exposées à des pesticides deviennent hermaphrodites, des alligators voient le taux de testostérone chuter, des populations de poissons dans les rivières et les estuaires se féminisent... Le monde animal serait-il à l'image de ce qui risque de nous arriver ?

Si certains produits chimiques fabriqués par l'homme peuvent agir comme des hormones, les conséquences à long terme sont "*considérables*". Nous sommes chaque jour exposé à un cocktail de molécules chimiques contenus dans les objets en plastique, les cosmétiques, les emballages alimentaires, etc. Le téléspectateur assiste aux incroyables découvertes des scientifiques, désormais persuadés que la thèse des perturbateurs endocriniens (qui agissent sur le système hormonal) est une piste valable.

Mais cette piste remet en cause une règle majeure en toxicologie qui veut que ce soit la dose qui fait le poison. Or, actuellement, "*il n'y a aucune législation qui tienne compte de l'interaction entre les différentes substances ; on analyse toujours une seule molécule à la fois*", constate le film.

Si les pesticides, les phtalates, le bisphénol A, etc., bref toutes ces substances introduites à faibles doses dans notre environnement quotidien sont susceptibles de perturber nos hormones, cela signifierait que ce sont la fréquence et la durée de l'exposition qui seraient en cause. La période fœtale serait primordiale à cause des conséquences irréversibles. Il serait donc essentiel, dans un premier temps, de bien protéger les femmes enceintes. Après avoir mesuré les conséquences de l'exposition d'un rat à trois substances chimiques, un scientifique résume l'enjeu en une formule terrible : "*0+0+0 = 7*".

UN CLIMAT DE MYSTÈRE

Est-on à la veille d'un scandale sanitaire ? Les industriels s'informent sur toutes les nouvelles études et tentent de contrer ces scientifiques, ces "*pleurnicheurs endocriniens*". Leur argument majeur ? La maîtrise des risques via la "*dose journalière tolérée*". "*Nous sommes toujours sur des études sur les rongeurs. Quand nous aurons toutes les informations, nous découvrirons que tout cela n'a pas le même effet sur l'homme*", explique un représentant de l'industrie.

L'enquête de Sylvie Gilman et Thierry de Lestrade est précise, la réalisation et le montage remarquables. La musique envoûtante d'Hélène Blazy contribue au climat de mystère. *Mâles en péril* ne joue pas sur la peur mais sur la démonstration. Après avoir vu ce documentaire - qui sera suivi d'un débat avec la secrétaire d'Etat à l'écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet -, le spectateur se sent néanmoins démuni.

Que faire ? Modifier nos habitudes de consommation ? Changer notre mode vie ? Se mettre à décrypter les listes illisibles et incompréhensibles d'ingrédients de tous les produits que nous achetons ? Mais boycotter tous les articles contenant des substances chimiques relève d'une mission impossible.

Les réalisateurs considèrent que tout n'est pas perdu, qu'il est *"toujours temps d'agir"*. N'a-t-on pas, en 2003, sauvé l'avenir des escargots de mer en interdisant un solvant, le TBP, dans les peintures des bateaux. Et la directive Reach, la nouvelle législation européenne qui impose aux industriels de prouver l'innocuité de leurs produits, pourrait devenir *"un tournant majeur dans la réglementation des produits chimiques"*.

Le 17 octobre, le gouvernement canadien a annoncé un nouveau règlement visant à interdire l'importation et la vente des biberons en plastique qui contiennent du bisphénol A. C'est le premier pays au monde à le faire. Il était trop tard pour intégrer l'information dans *Mâles en péril*.

Sandrine Blanchard

SANTE

L'association Aides autorisée à pratiquer des tests de dépistage rapide du sida

LEMONDE.FR | 21.11.08 |

Environ 36 000 personnes ignoreraient aujourd'hui en France qu'elles sont séropositives ([rapport Yeni 2008](#)). Pour dépister une partie de cette population à risque, des tests de dépistage du sida à résultat rapide ([test Vikia HIV](#)) permettant de savoir en une demi-heure si la personne est contaminée ou non vont être proposés en France auprès d'homosexuels masculins par les bénévoles de l'association [Aides](#), a annoncé mercredi 19 novembre l'Agence nationale de recherches sur le sida (ANRS).

Ces tests, effectués d'un simple prélèvement sanguin à la pointe du doigt, comme pour les diabétiques, existent depuis plusieurs années et sont notamment utilisés dans les services d'urgences des hôpitaux. Ils permettent de connaître le statut sérologique d'une personne trois mois après la prise de risque tandis qu'un test de dépistage conventionnel – par prise de sang – est possible dès six semaines après la prise de risque.

La nouveauté du programme lancé par l'ANRS réside dans la participation des bénévoles de l'association Aides. Jusqu'à maintenant, la loi française stipulait que tous les tests de dépistage du VIH devaient être réalisés par des personnels médicaux ou para-médicaux. En octobre, la [Haute Autorité de santé](#) a estimé que les tests rapides constituaient *"un outil intéressant, complémentaire au modèle classique de dépistage"*. En septembre, le programme avait reçu l'avis favorable du Comité de protection des personnes, et en août, celui de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps).

29 % DES NOUVEAUX CAS ISSUS DE LA POPULATION HOMOSEXUELLE MASCULINE

Une dizaine de volontaires d'Aides vont ainsi être formés dans chacune des quatre villes retenues : Montpellier, Lille (février 2009), Bordeaux (avril 2009) et Paris (début du 2^e semestre 2009) et mille personnes utiliseront ce test jusqu'en décembre 2009. *"C'est un geste assez simple à effectuer mais il faut maîtriser la dimension psychologique,* explique le professeur Yazdan Yazdanpanah, chef du service maladies infectieuses à Tourcoing, chargé du projet. *Il y a des cas où il faudra annoncer à la personne que le test est positif."* Dans ce cas, le test à résultat rapide devra être confirmé par un test classique administré par un personnel médical.

Chez Aides, on reconnaît que c'est l'aboutissement d'une vieille revendication. *"Il y a un an, nous étions prêts à le faire sans cadre légal, tout comme lorsque nous avons distribué des seringues propres gratuites il y a quelques années,* raconte Manuelle Bos, chef de projet à Aides Montpellier. *Nous savons que cela aura un impact sur la maladie."* Si la population homosexuelle masculine a été retenue pour cette expérimentation, c'est qu'elle représente 29 % des nouveaux cas diagnostiqués en 2006.

"C'est une réponse pertinente car nous avons une relation de proximité que n'a pas forcément le milieu médical, ajoute Manuelle Bos. *Lorsque certaines personnes avec des pratiques à risque se rendent régulièrement dans un centre de dépistage, elles peuvent parfois recevoir un jugement moralisateur, ce n'est pas le cas chez nous."* A l'issue de l'expérimentation, dans un an, Aides espère pouvoir *"influencer sur la loi"* et étendre cette méthode à d'autres populations à risque.

François Béguin

CULTURE

La bibliothèque numérique européenne victime de son succès

LE MONDE | 20.11.08

La France est le premier contributeur (52 %) du projet de bibliothèque numérique européenne, Europeana, lancé jeudi 20 novembre à Bruxelles par José Manuel Barroso, président de la Commission européenne et Viviane Reding, commissaire en charge de la société de l'information, avec les ministres de la culture de l'Union européenne. Le projet constitue le point d'orgue culturel de la présidence française de l'Union européenne. Mais, victime de son succès, [le site](#) a dû fermer juste après son ouverture. Une version plus robuste est désormais annoncée pour mi-décembre.

Europeana a pour ambition de devenir un portail en ligne multilingue qui permettra de rassembler sur un seul site tous les trésors culturels numérisés des bibliothèques, musées et

centres d'archives des vingt-sept pays membres. D'où la comparaison avec la mythique bibliothèque d'Alexandrie, qui avait réuni tous les savoirs de l'Antiquité, avant de brûler.

La bibliothèque Europeana, dont le prototype avait été lancé en mars 2007 par les Français, en association avec les Portugais et les Hongrois, avant d'être adopté par les Vingt-Sept, est conçue comme une réponse au projet de numérisation pharaonique lancé par le moteur de recherche américain Google. Le géant américain annonce avoir déjà numérisé 7 millions de livres à travers son programme Google Book Search.

Deux millions d'objets culturels numérisés (des livres, mais aussi des peintures, des photos, des films, de la musique....) seront consultables gratuitement sur Internet.

DES PARTENARIATS PRIVÉS OU PUBLICS

En France, la Bibliothèque nationale de France (BNF), présidée par Bruno Racine, s'est associée à l'Institut national des archives (INA), à la Cité de la musique, à l'Institut de recherche et coordination acoustique-musique (Ircam) et au portail culture.fr. L'équipe d'Europeana s'est installée dans les locaux de la bibliothèque royale des Pays-Bas.

Les données numérisées seront accessibles dans les 21 langues de l'UE. Pour le moment, ce contenu ne représente que 1 % du fonds de toutes les bibliothèques européennes. *"L'objectif est d'atteindre, voire de dépasser 10 millions d'objets culturels d'ici à 2010"*, a annoncé la commissaire européenne, lundi 17 novembre, lors du Forum d'Avignon (*Le Monde* du 20 novembre).

La Commission ne finance pas la numérisation des données, mais elle a revanche prévu une enveloppe de 120 millions d'euros sur 2009 et 2010 pour en améliorer les techniques et de 40 millions pour aider au multilinguisme et investir dans les programmes de traduction automatique.

C'est aux Etats de nouer des partenariats privés ou publics pour mettre en oeuvre la numérisation. Avec les 8 millions d'euros attribués par le Centre national du livre, la France a montré l'exemple. L'avenir dira si la crise économique ne va pas réduire les ambitions du projet européen.

Alain Beuve-Méry

SOCIETE

Fin de vie et euthanasie : le débat est-il clos ?

LE MONDE | 22.11.08 |

Elle a su relancer un débat qu'on croyait pourtant clos. Le 19 mars, Chantal Sébire, cette patiente atteinte d'une tumeur incurable qui lui déformait cruellement le visage, s'est donné la mort après avoir vainement réclamé de la justice le droit de se faire prescrire un produit létal.

Fortement médiatisé, le combat de cette femme de 52 ans en faveur de l'euthanasie a ébranlé les certitudes : après son décès, plusieurs personnalités avaient plaidé pour l'instauration d'une exception d'euthanasie. A quelques jours de la remise, début décembre, des conclusions d'une mission de réflexion sur la fin de vie, cette hypothèse semble toutefois écartée : les pouvoirs publics ne souhaitent pas aller au-delà des dispositions de la loi du 22 avril 2005, qu'ils estiment encore trop peu connues du public et des soignants.

"NON AU SUICIDE ASSISTÉ"

Adoptée à l'unanimité par le Parlement, en réponse au cas de Vincent Humbert, ce jeune tétraplégique qui réclamait le droit de mourir, la loi de 2005 a encadré les conditions de la fin de vie : elle proscrit tout acharnement thérapeutique, autorise le *"laisser mourir"* quand les patients refusent la poursuite des traitements et permet aux médecins de soulager la douleur au risque d'entraîner la mort.

Survenant moins de trois ans après l'adoption de ce texte, l'affaire Sébire en a cependant souligné les limites. La loi ne répond pas au cas des patients incurables et conscients, et qui refusent d'être plongés dans le coma avant de mourir : en bref, si elle s'apparente à une forme d'euthanasie passive, elle ne franchit pas la barrière du geste actif qui donne la mort.

L'affaire Sébire a aussi mis en lumière la mauvaise connaissance, voire l'ignorance, de la loi sur la fin de vie, par les soignants. La pratique du *"laisser mourir"* (arrêt de l'hydratation et de l'alimentation), prise au pied de la lettre, a conduit à des dérives, à la limite de la maltraitance.

Le cas d'Hervé Pierra, un jeune homme en situation de coma neurovégétatif, et dont les parents avaient réclamé l'arrêt des traitements, a marqué les esprits : son agonie, qui a duré six jours après l'arrêt de la sonde qui le nourrissait, s'est transformée en calvaire pour ses parents, faute de sédation adéquate.

En avril, le premier ministre François Fillon a mandaté Jean Leonetti, député UMP (Alpes-Maritimes), qui a donné son nom à la loi du 22 avril 2005, pour faire une évaluation de sa mise en oeuvre. Mais, alors qu'elle devait examiner l'opportunité de l'instauration d'une exception d'euthanasie, la mission s'est vite recentrée sur l'application de la loi, en excluant explicitement le suicide assisté. *"Nous nous intéressons aux malades graves et incurables en situation avancée ou terminale, mais non au suicide assisté"*, déclarait ainsi M. Leonetti, à l'issue des premières auditions. Pendant six mois, la mission a entendu près de 60 spécialistes des questions éthiques et praticiens de la fin de la vie. Elle s'est également déplacée à l'étranger et notamment aux Pays-Bas, où l'euthanasie est autorisée, sous condition, pour les malades incurables.

Son rapport, qui devrait être rendu public début décembre, devrait écarter toute solution de ce type, même à titre exceptionnel. M. Leonetti s'est ainsi prononcé à plusieurs reprises contre le suicide assisté, estimant qu'il relevait d'une liberté qui ne pouvait se transformer en droit opposable.

"La société n'a pas à assumer ce geste, expliquait-il le 30 octobre dans le quotidien La Croix. Chantal Sébire s'est suicidée, c'était son choix personnel, mais la société n'avait pas à l'ériger en loi." En revanche, la mission devrait clarifier le cadre juridique de l'aide au suicide : si le suicide est une liberté, l'assistance d'une tierce personne pour y parvenir, si elle ne fait pas elle-même le geste actif, pourrait ne pas être pénalement sanctionnable.

Dans son rapport, M. Leonetti devrait plaider pour un renforcement de la législation actuelle et une plus grande pédagogie sur les droits offerts aux malades en fin de vie. La mission pourrait ainsi préconiser un meilleur recours à la sédation terminale, qui permet d'"endormir" doucement un patient, en évitant les affres d'une douloureuse agonie.

Elle pourrait aussi soutenir l'instauration d'un congé d'accompagnement en fin de vie pour les proches des mourants : le ministère de la santé, qui planche sur le dossier, estime *"entre 5 millions d'euros à 64 millions d'euros par an"* la création d'une telle mesure. Enfin, la mission devrait proposer la création d'un observatoire des pratiques de la fin de vie : si 70 % des Français meurent à l'hôpital, on ignore encore largement dans quelles conditions et avec quel accompagnement soignant.

Cécile Prieur

Un statut juridique pour les cendres funéraires

Les députés ont adopté à l'unanimité, jeudi 20 novembre, une proposition de loi sénatoriale qui, comme dans les autres pays européens, accorde un statut juridique aux cendres funéraires.

Ce texte, proposé par le sénateur Jean-Pierre Sueur (PS), entend "traiter avec respect, dignité et décence" les cendres des personnes décédées ayant choisi la crémation. Elles devront être soit dispersées dans un jardin du souvenir situé dans un cimetière ou en pleine nature après déclaration, soit être conservées dans une urne déposée obligatoirement dans un cimetière ou un site cinéraire, l'urne ne pouvant être emportée et conservée à domicile. Actuellement, la crémation est choisie dans près d'un tiers des décès. La moitié des Français ont l'intention de se faire incinérer.

.....

SOCIETE

Jean Leonetti propose "un congé d'accompagnement de fin de vie"

LEMONDE.FR avec AFP | 28.11.08 |

Le député UMP Jean Leonetti a indiqué, vendredi 28 novembre, qu'il envisageait *"un congé d'accompagnement de fin de vie rémunéré pour les proches"*, dans le rapport qu'il doit remettre, mardi, au premier ministre. En principe, une allocation pourrait être versée à un proche qui accompagnerait un malade à domicile. Cette idée avait été soumise par Jean-Luc Romero, le président de l'Association pour le droit à mourir dans la dignité. Selon le site [Le Point.fr](http://LePoint.fr), le rapport devrait proposer que ce congé, d'une durée de quinze jours, soit institué dans un premier temps à titre expérimental dans un département.

"Ces propositions doivent encore être précisées et validées avec les parlementaires associés à la mission, Olivier Jardé [Nouveau Centre], Gaëtan Gorce [PS] et Michel Vaxès [PCF]", a précisé M. Leonetti. Mardi, *"la mission remettra son rapport au premier ministre, au président de l'Assemblée nationale, et s'exprimera devant la commission des affaires sociales et des lois"*, a-t-il ajouté.

CRÉATION D'UN OBSERVATOIRE DE FIN DE VIE

M. Leonetti a été chargé d'évaluer la loi 2005 sur la fin de vie après l'affaire Chantal Sébire, du nom de cette femme défigurée par une tumeur qui avait demandé qu'on l'aide à mourir. Confrontée à un refus, elle s'était suicidée. *"La loi dit exactement ce qui doit être dit dans ce domaine"*, et son équilibre doit *"être préservé"*, avait affirmé la ministre de la santé Roselyne Bachelot le mois dernier lors de son audition, qui clôturait un défilé de témoignages devant les membres de la mission. Ceux-ci ont entendu 58 personnes et se sont rendus aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en Belgique et, cette semaine, en Suisse, pays où l'euthanasie est légale et où l'on accepte d'aider des étrangers.

Cette évaluation visait à remédier à *"la méconnaissance des textes"* et éventuellement à *"l'insuffisance de la législation"*. Sans pour autant *"légiférer sous le coup de l'émotion"*, comme le notait M^{me} Bachelot à la suite du suicide, cet été, de Rémy Salvat, un jeune homme qui avait lui aussi demandé une aide pour mourir. En août, M. Leonetti soulignait déjà que trois idées fortes se dégageaient du travail des députés : la création *"quasi acquise"* d'un observatoire de fin de vie, une clarification des possibilités de *"sédation terminale"* qui plonge le malade dans le coma, et le refus d'une exception d'euthanasie.

"AIDE ACTIVE À MOURIR"

La ministre de la justice Rachida Dati se déclarait elle aussi hostile à un changement de la loi, estimant qu'il fallait *"mieux faire connaître"* les textes. M^{me} Bachelot défendait, comme M^{me} Dati, la création d'un *"observatoire de fin de vie"*, pour faire le point de la situation, ainsi que le développement des soins palliatifs.

Enfin, en ce qui concerne les poursuites pénales contre les proches d'un malade qui l'auraient aidé à mourir, M. Leonetti s'était montré favorable à une dépénalisation de l'acte, aujourd'hui considéré comme un homicide, "dans des circonstances compassionnelles" bien spécifiées. Les défenseurs de l'euthanasie espéraient de ce fait que seule la provocation au suicide soit pénalisée. L'ancien premier ministre Laurent Fabius, député PS de Seine-Maritime, et Henriette Martinez, députée UMP des Alpes-de-Haute-Provence, ont annoncé, fin octobre, leur intention de défendre ensemble au Parlement une proposition de loi légalisant une "aide active à mourir".

SANTE / TECHNOLOGIE

Le virtuel soigne pour de vrai

LE MONDE 2 | 28.11.08 |

Une petite pièce peinte en noir, traversée par deux barres blanches. En leur centre, un cerceau. Le patient, qui s'est glissé dans le cercle, porte un casque avec écran intégré à hauteur des yeux, dont s'échappent deux antennes, capteurs qui détectent ses mouvements de tête. Lentement, souris d'ordinateur en main, il chemine dans une ville virtuelle. Dès qu'il avance, l'image, recalculée en temps réel, respecte son point de vue. L'illusion est parfaite. Il a l'impression de marcher, lui qui ne sort plus de chez lui depuis des mois, terrifié à l'idée de tomber. A tel point qu'avec la souris, il trébuche, au début, lorsqu'il doit enjamber un trottoir un peu haut. Et qu'il rase aussi les murs dans ce monde numérique.

A l'extérieur de la pièce, devant son ordinateur, la psychologue lui suggère de se placer au milieu de la rue. Elle voit ce que son patient voit, peut l'entendre, lui parler, surveiller ses constantes physiologiques. Comment se sent-il ? Peut-il évaluer son niveau d'anxiété, sur une échelle de 0 à 10 ? Qu'il n'hésite pas à lui parler, surtout, si certaines images, certains souvenirs affluent... Peut-il compter les arrêts de bus ? Moment de panique. La voix le rassure. Il ôte le casque, sort du box de réalité virtuelle, regagne tranquillement le bureau de sa thérapeute.

Science-fiction ? Non, vraie consultation à l'hôpital parisien Pitié-Salpêtrière, dans le service du professeur Roland Jouvent, psychiatre, qui dirige également un laboratoire du CNRS, le "centre émotion". Grâce à la réalité virtuelle, cette représentation informatique du monde en trois dimensions dans laquelle l'homme est immergé avec la possibilité d'interagir, le professeur Jouvent évalue et traite des patients phobiques. Ceux qui ont peur de marcher, notamment, qu'ils soient atteints d'affections neurologiques, de maladies psychiatriques, ou simplement âgés et déjà tombés.

FAUSSES ARAIGNÉES, VRAIE PEUR

"On leur fixe des objectifs pour qu'ils se concentrent sur autre chose que sur la marche, commente Natacha Box, psychologue. C'est un outil de la thérapie, ce n'est pas la thérapie elle-même : je m'entretiens avec les patients avant, pendant, après. Mais la réalité virtuelle offre un

support pour l'imaginaire, et les patients voient très vite leurs progrès, donc reviennent. " Un outil qui fonctionne presque trop bien. La confiance acquise dans cette virtualité immersive se transporte dans la réalité. Par sécurité, avant de retourner dans le monde réel, les patients joueront à un jeu vidéo qui —sollicite tout le corps afin de reprendre conscience de leurs limites.

Différents environnements virtuels (une ville, une île montagneuse, un château, un pont) permettent, à la Salpêtrière, de venir à bout des troubles anxieux : l'agoraphobie (peur des espaces publics peuplés), l'acrophobie (vertige), l'arachnophobie (peur des araignées)... Un tiers des patients phobiques est désormais traité de la sorte, et la liste d'attente ne cesse de s'allonger. Ludique, la méthode suscite l'engouement, y compris chez les personnes âgées pourtant peu coutumières des mondes numériques.

Sophie, 31 ans, fréquente le box de réalité virtuelle depuis la fin 2006. *"Je souffrais d'agoraphobie suite à une lésion cérébrale. J'avais des problèmes de repérage spatial, du mal à me déplacer dans les grands espaces, au milieu de la foule, une sensation d'enfermement dans les lieux clos. Je ne sortais pratiquement plus de chez moi."* Elle dit avoir retrouvé aujourd'hui son autonomie, et s'apprête à reprendre le travail. *"Dans le box, on est placé dans une situation de tous les jours. Cela ne m'aurait servi à rien de parler de mes angoisses de façon abstraite."*

LES ASSURANCES REMBOURSENT

Evoluer dans un univers numérique spécialement conçu pour traiter tel ou tel trouble : les Américains ont compris depuis le début des années 1990 tout l'intérêt thérapeutique de la virtualité immersive, de cette cybermédecine d'avant-garde. Tandis que les chirurgiens commençaient à peaufiner leur technique en réalité virtuelle, des psychologues ont eu l'idée de s'emparer de ce matériel pour traiter la phobie des hauteurs. Succès. Et première publication en 1995, dans l'*American Journal of Psychiatry*.

Dans la foulée, des cliniques du virtuel, spécialisées dans le traitement des troubles de l'anxiété, voient le jour. Il en existe une dizaine, aujourd'hui, qui ne désemplassent pas : Virtually Better, à Atlanta ; ou le Virtual Reality Medical Center, installé à San Diego, dans plusieurs autres villes de Californie et de Floride, et même à Bruxelles depuis 2006. Par immersion dans la réalité virtuelle, on y traite toutes les phobies spécifiques (la peur de l'avion, des ascenseurs, des orages, de l'école, des seringues et du sang...) ainsi que les phobies sociales, comme la peur de parler en public. Et même le stress post-traumatique des soldats revenant de la guerre d'Irak ou d'Afghanistan, en les faisant évoluer dans des images évocatrices de petites rues bondées, de fouilles de maisons, de convois attaqués... *"Nous avons déjà mené 7 000 sessions de thérapies, assure le docteur Brenda Wiederhold, présidente-fondatrice du Virtual Reality Medical Centre. Nous enregistrons 92 % de succès, alors qu'en psychologie, souvent, il faut compter avec 15 à 20 % d'abandons en cours de traitement. Surtout, il y a un transfert dans la vraie vie des compétences acquises. La preuve : la plupart des assurances remboursent le traitement..."*

ANGOISSE, ADDICTION, ANOREXIE

D'autres champs d'application commencent à être explorés. Le traitement de la douleur (lors des chimiothérapies ou des soins aux grands brûlés), grâce au grand pouvoir distrayant de l'immersion dans l'image. Le traitement des addictions (alcool, tabac, marijuana), en développant les capacités d'autocontrôle du patient plongé dans un environnement où les tentations sont nombreuses. Au Québec, le laboratoire de cyberpsychologie de l'université de Gatineau met au point les univers virtuels qu'utilisent les cliniques canadiennes spécialisées dans les troubles anxieux. Il s'intéresse également à l'addiction aux jeux et au dépistage des déviances sexuelles. En Italie, on traite virtuellement les troubles de l'image du corps qui génèrent anorexies et boulimies. En Israël, on aide les enfants autistes à entrer en communication avec autrui...

La France, en cette matière virtuelle, n'est pas franchement pionnière. Au pays de la psychanalyse reine, les thérapies cognitivo-comportementales (il est possible de *"désapprendre"* au patient les comportements et pensées qui posent problème), susceptibles d'utiliser cet outil, peinent à se faire une place. La frilosité des médecins est grande, aussi, face à ces nouvelles technologies qui nécessitent de travailler avec des techniciens, de s'associer à des industriels, qui prennent du temps, ne correspondent à aucun acte coté par la Sécurité sociale, et sont un peu vite assimilées à l'univers réputé dangereux des jeux vidéo.

Et qui coûtent cher surtout. Divers programmes de recherche clinique, français ou européens, ont fait pénétrer la réalité virtuelle à l'hôpital, au début des années 2000. Sans suite une fois la recherche finie, faute de moyens. Mais voilà que les matériels se miniaturisent, devenant bien moins onéreux. Qu'ils se perfectionnent aussi, réduisant le décalage entre mouvements réels et mouvements de l'image, donc le malaise (cinétose) pouvant être ressenti par le patient. Que les logiciels de soin commencent à circuler de pays en pays, parfois gratuitement.

Depuis peu, le monde médical français a donc commencé à s'emparer de la virtualité immersive. Prudemment. Il est encore davantage question d'outil diagnostique que de traitement en tant que tel. Ici, une première start-up se lance dans le domaine du matériel de réalité virtuelle adapté au soin. Là, des chercheurs développent des environnements numériques adaptés. Comme Evelyne Klinger, dont le laboratoire Présence et innovation (de l'Ecole nationale supérieure d'arts et métiers, Ensam) conçoit, à Laval, des cuisines et des supermarchés virtuels. Ou Isabelle Viaud-Delmon, neuropsychologue, chargée de recherche au CNRS.

A l'Institut de recherche et coordination acoustique/musique (Ircam, en collaboration avec l'Institut national de recherche en informatique et automatique), elle a mis au point *"Dogphobia"*, un monde spécialement dessiné et sonorisé pour ceux que les chiens terrorisent. Variant selon les mouvements du patient, le son est spatialisé, *"ce qui est très efficace pour accroître l'impression d'immersion, donc l'émotion"*, note-t-elle, un rien cruelle. Les phobiques, coiffés de visiocasques, devront parvenir à maîtriser leur peur pour s'approcher, dans l'image, de dobermans aux grognements aussi réalistes que menaçants. Car c'est ainsi, en thérapie comportementale et cognitive, qu'on s'attaque aux troubles anxieux. Par l'exposition

progressive à l'objet phobique, dans l'imagination, puis dans la réalité, tout en apprenant des techniques de relaxation.

SUPPLICE GRADUEL

Une sorte de désensibilisation. *"Une habitude du sujet au stimulus pour qu'il soit moins activant des systèmes de peur, précise le professeur Jouvent. Or certaines personnes n'ont pas d'imagerie mentale. Avec la réalité virtuelle, on leur montre ce qu'ils sont incapables d'imager. Dans certaines pathologies, cet outil thérapeutique, qui resynchronise le corps avec la pensée, est le meilleur traitement."* Aussi efficace contre les phobies que les thérapies classiques, montrent toutes les études. Mais avec le grand avantage de la praticité.

Pas facile, en effet, de confronter de manière répétée un malade à ses peurs sans l'exposer à une humiliation publique en cas de crise de panique. Dans un univers généré par l'ordinateur, le psychologue a le contrôle total de ce qu'il fait vivre au malade, et qu'il peut finement graduer. Les phobiques de l'avion seront tour à tour virtuellement placés dans l'appareil moteurs éteints, puis allumés, roulant sur piste, au décollage, en vol par beau temps, par mauvais temps, à l'atterrissage... De son côté, le patient est rassuré de savoir qu'il peut, à tout moment, mettre fin au supplice.

Même en France, où il a pris du retard, l'usage médical de l'immersion numérique ne se limite déjà plus aux phobies en tous genres. Isabelle Viaud-Delmon met au point avec le docteur Alain Londero, ORL à l'hôpital Georges-Pompidou, à Paris, une recherche clinique sur les acouphènes (sensations auditives de sifflement ou de bourdonnement), qui démarrera cet hiver. *"On recrée un son qui ressemblerait à l'acouphène du patient, une sorte d'avatar auditif de son acouphène, et on lui permet de le manipuler à l'image. Avoir ainsi prise sur lui devrait permettre de modifier les représentations mentales de l'acouphène et lui donner un caractère moins agressif"*, espère l'ORL, qui s'est battu trois ans pour financer cette recherche. Finalement, les fonds viennent d'une fondation allemande et d'un industriel italien.

SCOOTER À VISIOCASQUE

Pénétrons dans la classe virtuelle de l'hôpital Charles-Perrens de Bordeaux. Nous sommes en pédopsychiatrie, dans le service du professeur Manuel Bouvard, qui tente de traiter les déficits de l'attention chez les enfants hyperactifs, souvent en échec scolaire. Le petit patient s'assied à un bureau. Sur sa tête, un casque léger équipé de capteurs qui décèlent ses mouvements. Dans les lunettes, il voit une salle de classe. Un bureau, virtuel cette fois-ci, est placé devant lui, avec crayons et cahiers. D'autres enfants l'entourent. Une enseignante le regarde.

Il a pour consigne de repérer certaines lettres au tableau, mais son attention est régulièrement distraite. Un bus passe derrière la fenêtre, une règle tombe... A la fin de l'exercice, le médecin à ses côtés disposera d'une analyse statistique précise de sa capacité de concentration. Le professeur Bouvard apprécie cette *"interface qui améliore l'engagement du sujet dans le système d'évaluation"* : *"L'informatique fait partie du monde quotidien de l'enfant. On le met*

donc dans une situation familière, ludique, à laquelle il est bien plus réceptif qu'une évaluation-papier en tête-à-tête avec un médecin. Par ailleurs, on mesure bien plus qu'une réponse après réflexion : une réaction spontanée."

Dans un an, sûrement, l'outil sera utilisé comme traitement, pour entraîner les jeunes patients à maintenir leur attention plus longtemps. *"Ils viendront plus volontiers que pour parler à un psy ou repérer des ronds et des triangles sur l'ordinateur. Et comme cet univers est proche du réel, cela devrait améliorer le transfert dans la vraie vie"*, pense le professeur Bouvard. Dans ses projets, il y a encore un scooter avec visiocasque et guidon à retour de force, pour évaluer les conduites à risques des adolescents dans une ville imaginaire. Et un travail auprès des autistes, dont la perception spatiale est particulière.

A l'hôpital Pitié-Salpêtrière, on a aussi compris tout le profit que l'on pouvait tirer de la réalité virtuelle dans le dépistage de certaines maladies mentales. Les patients chez lesquels l'on pressent une prédisposition à la schizophrénie sont placés face à un écran géant, filmés par une webcam. Grâce au logiciel EyeToy (de la PlayStation 2), on leur propose, via leur avatar, d'attraper des objets qui apparaissent à l'écran. Mais on cache une partie de leur corps. Les sujets *"normaux"* en sont très gênés, les schizophrènes beaucoup moins, qui n'ont pas une image juste de leur intégrité corporelle.

A terme, le procédé pourrait être utilisé comme traitement *"pour améliorer la perception du soi, chez ces personnes qui ont un sentiment d'agentivité [conscience d'être l'auteur d'une action] perturbé, qui ne se reconnaissent pas comme acteurs de leurs mouvements"*, indique Roland Jouvent. De plus en plus souvent, des collègues neurologues viennent utiliser son matériel pour repérer chez leurs patients des déficits difficilement dépistables autrement. A Bordeaux, le service de médecine physique et de réadaptation de l'hôpital Pellegrin est déjà équipé de son propre *"atelier de réalité virtuelle"*.

Une recherche menée depuis quatre ans sous l'égide de l'université Victor-Segalen, avec divers partenaires publics et associatifs. Les élèves d'une école d'ingénieurs voisine ont reconstitué numériquement un quartier de Bordeaux à partir de photos. Sur écran géant, une projection vidéo que le patient voit en relief grâce à des lunettes spéciales. On lui montre un trajet, puis on lui demande de le refaire, joystick en main, sachant qu'il peut, dans cette ville virtuelle, s'aider de points de repère totalement fixes.

Ensuite, le film du trajet est revisionné. Apparaissent les hésitations, les stratégies compensatrices déployées... *"On évalue mieux le niveau des troubles de l'orientation topographiques chez nos patients traumatisés crâniens. Et l'on comprend pourquoi ils se perdent, quels sont les déficits cognitifs impliqués, les troubles de l'attention, de la mémoire, de la planification, expliquent les professeurs Pierre-Alain Joseph et Jean-Michel Mazaux. On ne note pas de différence avec le comportement qu'ils auraient dans le réel. Et contrairement aux listes de mots à mémoriser, on évalue les patients au plus près de la vraie vie, donc de la vraie gêne ressentie."* Sans les contraintes et dangers de la rue.

TRAITEMENT SUR MESURE

La recherche clinique vient de s'achever. Conclusion : la réalité virtuelle est un outil diagnostic pertinent. Pour passer au soin, on attend désormais les machines. Un jour prochain, on utilisera aussi à Bordeaux le supermarché et la cuisine virtuelle mis au point par l'équipe d'Evelyne Klinger, de l'Ensam à Laval. Des environnements virtuels susceptibles d'évaluer et de rééduquer les fonctions exécutives chez les personnes atteintes de lésions cérébrales ou de maladies neurodégénératives. Pour faire ses emplettes, ou se préparer un café, il faut enchaîner toute une série d'actions.

Le professeur Mazaux estime qu'*"avec ce système, on pourra aller très loin dans le sur-mesure. Reconstituer la cuisine des gens par exemple, ce qui accroîtra la motivation"*. Motivation qui vient à manquer, parfois, quand s'enchaînent des heures durant les exercices de rééducation. Voilà pourquoi la réalité virtuelle a séduit Pascal Giraux, professeur de médecine physique et de réadaptation au CHU de Saint-Etienne : *"Les aspects 'motivationnels' sont très importants pour les personnes qui se fatiguent très vite ou qui ont des problèmes de coordination dans l'action. En réalité virtuelle, dans un environnement ludique, le malade est actif plus longtemps que durant une kinésithérapie classique."*

Le professeur Giraux filme en mouvement le bras sain de ses patients paralysés d'un membre supérieur après un accident vasculaire cérébral. Puis diffuse les images sur un écran plat incliné, positionné à hauteur du menton. Les patients immergés dans l'image ont pour consigne de faire ce qu'ils voient. Ils n'y parviennent pas, mais l'image trompe leur cerveau. Pascal Giraux fait l'hypothèse qu'*"il est possible de relancer le système moteur en simulant le geste, en immergeant le patient dans une image où son membre est en mouvement. Imaginer le mouvement fait déjà appel au système moteur, même si la manière diffère de celle utilisée quand on exécute vraiment le mouvement."*

En rééducation motrice comme dans tous les autres champs médicaux, les thérapies virtuelles offrent un avantage considérable. Celui de la répétition illimitée de tâches. Le personnel soignant se réduit, quand les pathologies physiques, psychologiques, neurologiques liées au vieillissement de la population suivent la courbe inverse. En France comme partout dans le monde, les médecins en viennent donc à imaginer des systèmes d'environnements virtuels en réseau. En 2020, le patient s'autotraitera peut-être chez lui, devant un grand écran, entre deux séances à l'hôpital.

Pascale Krémer

CULTURE / POLITIQUE

Donald Morrison, journaliste, auteur de "Que reste-t-il de la culture française ?"

C comme culture, D comme déclin, E comme erreur ?

LE MONDE | 29.11.08 |

Dans votre livre, *Que reste-t-il de la culture française ?*, qui prolonge votre article de *Time Magazine*, vous précisez que celui-ci vous avait été commandé par des Anglais et que "la rivalité historique entre les deux pays" peut faire peser un certain soupçon sur cette demande. Pourquoi alors avoir accepté la commande ?

J'ai d'abord refusé, je trouvais qu'il n'y avait pas là de sujet, je vis à Paris plusieurs mois par an et la culture est partout, bien vivante. Mais quand j'ai regardé l'impact de cette riche culture outre-Atlantique, j'ai vu qu'il était quasi nul, surtout si on le compare au rayonnement français de la fin du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e. Alors, j'ai cherché à comprendre. J'ai constaté, en premier lieu, le déclin de la langue française.

Il faut pourtant attendre la page 100 pour voir surgir cet argument. Lorsqu'une langue n'est plus dominante, le rayonnement culturel est moindre.

C'est tout à fait vrai pour la littérature, mais ça ne devrait pas jouer pour les autres arts. Or, à l'exception des architectes, les artistes français, plasticiens, musiciens, sont moins cotés que leurs contemporains britanniques ou américains.

"L'art n'est plus considéré avec le sérieux nécessaire en France", écrivez-vous. N'est-ce pas là le vrai problème, non pas la culture française, mais la France et son déni de sa propre culture, son manque d'intérêt pour la culture ?

Si, en partie. Je cite le cas du photographe Helmut Newton, qui a vécu en France, aimait la France et a voulu donner des photos à la France. On a refusé, il les a données à Berlin. Et que dire de François Pinault emportant sa collection à Venise ?

Est-ce que votre article et votre livre - dans une moindre mesure parce que plus nuancé - ont exaspéré les Français parce que vous leur montrez, en creux, une image d'eux-mêmes qui les dérange ?

Celle de gens qui, tout en proclamant le contraire, n'aiment pas leur culture. Il suffit de voir la sévérité des critiques sur la production française, et leur indulgence à l'égard de ce qui vient d'ailleurs, notamment des Etats-Unis, en particulier en littérature. Si on camouflait certains textes français en textes américains, ils feraient la couverture des magazines branchés. Et inversement, un roman américain moyen transformé en production française serait, à coup sûr, démolé.

C'est vrai, mais ce n'est qu'une partie du problème. Il faut aller plus loin dans le rapport de la France à sa culture. Même si les critiques font ce que vous décrivez, la France assiste sa culture, et il est facile d'être célèbre en France avec des romans médiocres, nombrilistes, des

films que personne ne voit sauf sur Canal+. Les artistes n'ont pas à se battre, pas plus que les éditeurs, les producteurs, les galeristes. Il est bien plus facile ici d'être un artiste, singulièrement un écrivain, qu'aux Etats-Unis.

On voit pourtant moins d'à-valoir colossaux.

Parce qu'il n'y a pas d'agents. Mais ici tout le monde écrit, tout le monde peut et veut écrire. Et il est facile d'être publié, j'en suis la preuve.

Il est vrai que trop de Français se croient écrivains. Mais certains le sont. Pas toujours avec un mode de narration semblable à celui des Américains, modèle désormais dominant. Le roman américain aujourd'hui - sauf pour quelques grands écrivains - c'est souvent avoir "a story", une bonne histoire, déjà prête pour le cinéma.

Oui, mais c'est une narration empruntée aux grands auteurs français du XIX^e siècle, Balzac par exemple.

Peut-être. Alors, comment expliquez-vous que les critiques littéraires de langue anglaise, à travers le monde, en 2000, aient désigné comme plus grand écrivain de langue anglaise du XX^e siècle James Joyce, dont on ne peut pas dire qu'il soit un tenant de ce type de narration ?

Je l'ignorais... C'est très français... En France, c'est le Nouveau Roman qui a fait du mal à la littérature. Certes, il était lu à l'étranger, mais les plus jeunes ont voulu le continuer et c'est devenu l'autofiction.

Claude Simon, précurseur de l'autofiction ? La plupart des jeunes auteurs ne font pas d'autofiction. Quant à la génération qui suit immédiatement celle du Nouveau Roman - Le Clézio, Modiano, Sollers et quelques autres - elle est aussi très loin de ce que vous suggérez. Ils sont plus traduits que vous ne le pensez, sauf aux Etats-Unis. Mais, comme le dit Philip Roth, où sont les lecteurs ?

Enfin, pourquoi n'avoir critiqué que la France ? Vous auriez pu dire aussi, peut-être à tort, que l'Allemagne n'avait pas trouvé ses nouveaux Robert Musil, Thomas Mann...

C'est le fond de l'affaire. La France est le seul pays au monde pour lequel la grandeur signifie la grandeur de la culture. C'est un pays qui n'a pas seulement été fondé sur des principes politiques, mais sur la pensée, sur les Lumières. La "francité" passe par la culture, et c'est ça que j'ai touché dans mon article de *Time*. Sans une culture supérieure, la France devient un autre pays.

Dans le livre, le sous-titre de votre article du *Time* est traduit ainsi : "Qui peut citer le nom d'un artiste ou d'un écrivain français vivant ayant une dimension internationale ?".

Or le propos en anglais, "global significance", était plus dévalorisant.

J'aurais dû dire "*reputation*" et non "*significance*".

A propos de "global significance", que pensez-vous du Nobel de Le Clézio ?

Je m'en réjouis, il écrit une littérature ouverte sur l'extérieur, pas franco-centrée.

Pensez-vous l'avoir aidé par vos critiques de la France ? Vous avez entendu les déclarations de l'Académie Nobel sur la culture américaine.

Les Nobel ont raison sur un point, le manque de curiosité des Américains pour tout ce qui vient de l'étranger. Mais ils ont tort sur la littérature américaine elle-même. Quoi qu'il en soit, le Nobel est un prix assez politique, et de plus en plus politiquement correct. Et je ne crois pas avoir influencé le vote.

En revanche je suis heureux de prendre ma part des prix littéraires français de cette année, un Goncourt afghan, un Renaudot guinéen et un Médicis avec un gros livre pas du tout narcissique.

***Là où les tigres sont chez eux*, de Jean-Marie Blas de Roblès, qui a reçu le Médicis, a pourtant été étrillé par ceux qui délirent devant tout ce qui vient d'Amérique.**

Je ne conteste pas cette réalité. Mais convenez que les écrivains américains se saisissent beaucoup plus que les français des grands problèmes du monde. La Shoah, la seconde guerre mondiale, le Vietnam, les questions du développement, du terrorisme...

On a le sentiment que vous faites ce constat sans lire les auteurs français. Et dans le livre, dans les remerciements, ne figure qu'un seul écrivain français, Marc Levy. En avez-vous rencontré d'autres ?

... J'aurais pu mentionner Bernard-Henri Lévy, mais nous ne nous connaissons pas assez.

Un point de détail : que voulez-vous dire en affirmant qu'à sa mort Françoise Sagan n'avait rien écrit d'intéressant depuis cinquante ans ?

Je ne suis pas le seul hors de France à penser cela.

Elle est morte en 2004, elle a publié *Bonjour tristesse* en 1954, elle aurait donc écrit un seul bon livre ?

Aimez-vous Brahms..., c'est plus tard ?

1959.

... Alors disons quarante-cinq ans.

Croyez-vous ? Avec mon meilleur souvenir, très bon livre, est de 1984... Et toute ma sympathie, de 1993, et Derrière l'épaule, où elle juge son oeuvre avec beaucoup de sévérité, de 1998...

Peut-être, mais c'est encore une qui a écrit sur elle-même et ses amis, rien de plus.

Passons au théâtre. Que veut dire "*malheureusement la France produit plus de Soulier de satin que de Fugueuses*" ?

Je n'aurais pas dû prendre comme exemple *Le Soulier de satin*, magnifique pièce de Claudel - mais pas accessible. Je voulais dire qu'en France, il y a trop peu de pièces intelligentes accessibles à un large public. Il y a du théâtre très populaire et du théâtre élitiste, c'est tout. Et la Comédie-Française, qui monte le répertoire. A Londres et aux Etats-Unis, c'est autre chose, on a du jeune théâtre intelligent sans être élitiste.

Les architectes, vous le disiez, échappent au déclin que vous décrivez. Pourtant vous estimez que la France privilégie ses propres architectes pour des projets médiocres.

Oui, la bibliothèque François-Mitterrand, l'Opéra-Bastille...

... Dont l'architecte est canadien.

Qu'avez-vous pensé de la réaction de Bernard-Henri Lévy à votre article ? Il y voyait une crainte de la culture américaine sur elle-même.

J'ai une mauvaise nouvelle pour lui : les Américains ne pensent plus du tout à la France, les Américains ne se préoccupent pas de savoir comment leur culture est reçue à l'étranger. C'est un pays suffisamment grand pour qu'ils se sentent assurés de ce qu'est être américain et avoir une culture qui se porte très bien. Ils regardent l'Asie, mais pas pour sa culture. Ils ne craignent pas les romans indiens, les films chinois, etc.

Moi j'enseigne depuis quelque temps en Chine. La culture y est en expansion. Mais il y a du chemin à faire.

Après tout ce que vous dites de la France, pourquoi donc aimez-vous y vivre ?

Mais pour la culture, bien sûr !

Propos recueillis par Josyane Savigneau